

«Propagande massive des médias en vue d'une confrontation occidentale avec la Chine»

par Willy Wimmer, ancien secrétaire d'Etat au Ministère allemand de la Défense



Willy Wimmer
(photo ef)

D'un point de vue global, un sentiment de déjà-vu émerge actuellement en observant la propagande massive des médias en vue d'une confrontation occidentale avec la Chine. On s'attaque délibérément aux anciennes lignes de conflits pour déstabiliser ce pays. Ce sont

des signes inquiétants.

Dans le cadre de la guerre en Afghanistan et du déploiement de la Bundeswehr dans la région, un ancien ministre allemand de la Défense a péroré qu'«on défend l'Allemagne au Hindou Kouch»; mais maintenant il s'agit de la Chine.

L'artillerie de la presse est disposée le long des lignes de conflit, selon la volonté du quartier général de Washington. La province chinoise du Xinjiang et les peuples turcs qui y vivent sont mis en position contre le gouvernement central de Pékin. La situation est parfaitement préparée pour un conflit majeur.

Un conflit d'ailleurs qui, dans sa structure de base, se développe depuis près de trente ans. Actuellement, on joue son rôle, car le mégaprojet chinois des «Nouvelles Routes de la soie» rapproche visiblement le continent euro-asiatique commun. Cela affaiblira de façon permanente la domination américaine des routes commerciales mondiales

«Les plans anglo-japonais visant à diviser la grande Chine unifiée en au moins huit nouveaux Etats sont connus depuis longtemps. Cela mettrait temporairement en suspens le facteur mondial croissant représenté par la Chine. Dans un avenir prévisible, nous verrons dans les fameux «hot spots» en Chine, où l'on joue encore avec le feu [...]»

et des sanctions pour la destruction d'Etats en temps de paix. Les événements de Hong Kong montrent clairement qu'on s'attaque aux coins et aux aspérités de la Chine.

Les plans anglo-japonais visant à diviser la grande Chine unifiée en au moins huit nouveaux Etats sont connus depuis longtemps. Cela mettrait temporairement en suspens le facteur mondial croissant représenté par la Chine. Dans un avenir prévisible, nous verrons dans les fameux «hot spots» en Chine, où l'on joue encore avec le feu et où l'on organise la plus grande implication globale possible derrière des manœuvres transparentes de rivalité.

Dans le Xinjiang, et en particulier en ce qui concerne les Ouïghours, le conflit mondial de base entre les Etats-Unis et le «reste du monde» se présente de manière exemplaire. Depuis les combats qui se sont déroulés il y a quelques décennies sur les rives du fleuve Ussuri entre les puissances communistes de l'époque, l'Union soviétique et la République populaire de Chine, le monde est conscient de la sensibilité de cette région. C'est pourquoi l'ancien président kazakh *Noursoultan Nazar-*

baïev a fait un effort particulier pour développer un mécanisme de prévention des conflits entre les Etats concernés sur le modèle des Accords d'Helsinki (CSCE).

D'ailleurs, avec beaucoup de succès, comme le montre l'actuel «Organisation de coopération de Shanghai». A l'est de Moscou, les Etats y participent parce qu'ils préfèrent le travail laborieux pour la paix au lieu de déclencher la guerre. Depuis l'effondrement de l'Union soviétique, ces concepts ont fait l'objet de travaux, comme j'ai pu le constater personnellement en participant aux conférences préparatoires à Almaty. Il fallait éviter à tout prix que le processus de désintégration de l'Union soviétique sur le territoire chinois ne se transforme en une énorme guerre. Les questions frontalières furent réglées et on créa de nouvelles règles d'autonomie pour prévenir la guerre dans une situation dramatiquement compliquée.

Dès le premier jour, les Etats-Unis se sont massivement opposés à l'élaboration d'un mécanisme de résolution pacifique des conflits. Le projet de conférence de l'«Organisation de coopération de Shanghai»

fut subverti autant que possible. Lorsque les Etats de la région se sont tout de même mis d'accord, les Etats-Unis ont quitté le projet de conférence.

Depuis lors, tous ceux qui le souhaitent peuvent observer comment les deux concepts rivaux s'affrontent. Depuis la construction du «barrage des Trois Gorges» sur le Yang Tsé, le gouvernement central chinois tente de modifier la structure démographique de base du Xinjiang en faveur de la population chinoise de souche.

Au cours de la dernière décennie, les magazines allemands ont à maintes reprises et docilement décrit les soulèvements dirigés par la CIA dans cette province. La manière dont le conflit mondial américano-chinois influence l'actualité est illustrée par les attaques des Etats-Unis contre les investissements chinois au Pakistan en lien avec la Route de la Soie.

Et qu'allons-nous faire en Allemagne? L'Allemagne impériale, grâce à ses scientifiques et ses expéditions dans cette région, savait ce qui s'y passait. Déjà à l'époque, cela se faisait en rivalité avec d'autres puissances. De nos jours, la décision stratégique prévisible des Etats-Unis d'installer le siège mondial des Ouïghours à Munich lors de la préparation de l'«Organisation de coopération de Shanghai» était une décision stratégique prévisible. Les mécanismes pouvant en découler sont bien connus dans d'autres conflits: ils ont abouti à la guerre.

(Traduction *Horizons et débats*)

«Le monde a-t-il besoin d'un ...»
suite de la page 1

mesures immédiates que l'Europe ne peut pas prendre.» Quelle place faut-il donner à ces propos?

Pour le «New Deal vert» et pour des guerres de globalisation

Un regard sur l'histoire de l'idée du «New Deal vert» conduit à d'autres questions. *Thomas L. Friedman*, chroniqueur renommé du «New York Times» et auteur de livres, a communiqué en janvier 2007 des mots-clés importants. A l'époque, il écrivait dans le «New York Times»: «Si vous avez une éolienne dans votre jardin ou des panneaux solaires sur votre toit, chapeau! Mais si nous voulons rendre le monde plus vert, nous devons convertir notre réseau électrique de manière fondamentale, et dire adieu au charbon sale, au pétrole sale, pour miser sur le charbon propre et les énergies renouvelables. Il s'agit d'un projet industriel énorme, beaucoup plus important que tout ce dont vous avez entendu parler jusqu'à présent. Mais si nous nous lançons dans ce jeu vert, il peut, comme le New Deal, conduire à terme à l'émergence d'un nouveau secteur de l'énergie propre qui rendra notre économie apte à fonctionner au XXI^e siècle.»⁴

Huit ans plus tôt, le même Thomas L. Friedman avait publié un livre intitulé «The Lexus and the Olive Tree: Understanding Globalization». Dans le chapitre consacré à la géopolitique de la globalisation, il ne faisait pas uniquement l'apologie de la mondialisation, mais il disait aussi clairement qu'il s'agit d'un projet de puissance mondiale des Etats-Unis et que la puissance économique mondiale des USA ne pourrait être réalisée sans l'armée américaine et sans guerres: «La main invisible du marché ne peut fonctionner sans un poing invisible. *McDonald's* ne peut prospérer sans *McDonnell Douglas*, qui construit le *F-15* pour l'US Air Force. Le poing invisible permettant aux technologies de prospérer dans la Silicon Valley est composé de l'armée de terre, de l'armée de l'air, de la marine et de l'infanterie de marine des Etats-Unis.»

Y a-t-il des liens? Le concept du «New Deal vert» n'est-il vraiment rien de plus que du vieux vin dans de nouvelles outres? «Nécessaire» pour ainsi dire avant tout pour maintenir ou reconquérir le pouvoir mondial? Sur une base «verte» cette fois-ci, et surtout dirigé contre les pays du monde qui ont résisté

et résistent à l'«unique puissance mondiale» Etats-Unis et qui sont sur le point de faire leur propre chemin? Le fait est que les représentants actuels du «New Deal vert» ne critiquent pas la mondialisation et ses conséquences, mais parlent tout au plus d'une mondialisation «différente». Les Verts européens en sont un bon exemple depuis la publication par leur maître à penser *Joschka Fischer* en 1998, peu avant la formation du gouvernement rouge-vert en Allemagne, de l'ouvrage «Für einen neuen Gesellschaftsvertrag. Eine politische Antwort auf die globale Revolution» [Pour un nouveau contrat de société. Une réponse politique à la révolution globale].

Mais peut-être que les fondements du concept vont même plus loin encore, dans le sens d'une écologie profonde dont les visions planétaires considèrent des milliards d'êtres humains comme «facteurs perturbateurs», et à laquelle correspond une politique sociétale et démographique «verte» qui plairait aussi à la *Fondation Rockefeller* et à ses coreligionnaires.⁵

Parfaitement capitaliste

Quoi qu'il en soit, il est intéressant de lire à la fin de l'article du «Handelsblatt» cité plus haut: «Malgré tout le radicalisme socialiste attribué à Ocasio-Cortez et Sanders, leur New Deal vert s'harmonise beaucoup mieux avec le dictat de croissance imposé par l'économie de marché que ne le souhaitent les représentants d'une économie environnementale socialiste et critique envers la croissance.»

Aux Etats-Unis, un groupe appelé *Green New Deal Group* a présenté son rapport «A Green New Deal» en juillet 2008. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement a adopté le terme, et son chef, l'Allemand-Brésilien *Achim Steiner*, qui enseigne à l'Université d'Oxford depuis 2016, a lancé en octobre 2008 une initiative intitulée «Global Green New Deal». Le président américain *Barack Obama* a annoncé un «Green New Deal» pour le programme du gouvernement américain en 2008, et en 2009, les Verts de l'UE ont entamé leur campagne électorale pour le Parlement européen avec un programme de relance et d'infrastructure appelé le «Green New Deal».

2019 – année de «New Deal vert»

Dix ans plus tard, l'année de Greta Thunberg et des «Fridays for Future» est aussi une année de «New Deal vert». Outre les Verts européens, un groupe appelé «Democracy in Europe Movement 2025» s'est notoi-

rement emparé du thème. Les 10 piliers du New Deal vert pour l'Europe mentionnés ci-dessus proviennent justement de cette organisation. Après les élections au Parlement européen, cette organisation a lancé une campagne sous la devise «Green New Deal for Europe», qui se veut transpartisane et ouverte à tous les partis, initiatives et ONG possibles, à condition qu'ils soutiennent la plateforme. *Ursula von der Leyen*, dont la nouvelle Commission européenne est en fonction depuis le 1^{er} décembre, a repris cette idée d'un «New Deal vert», et la réalisation d'un «European Green Deal» est l'une des priorités dans son travail (cf. encadré).

Aux Etats-Unis en février de cette année, l'ancien conservateur *Pat Buchanan* a rappelé une nouvelle fois, avec un œil critique sur le «New Deal vert», que même le «New Deal» du président américain *Roosevelt* n'avait à l'époque pas résolu les problèmes économiques et financiers du pays.⁶ La «solution» n'est venue qu'avec la préparation d'un important arsenal militaire en vue de la Seconde Guerre mondiale. *Dirk Barendamm*, docteur en histoire et journaliste ayant écrit pour le journal hebdomadaire allemand *Die Zeit* et les quotidiens «Die Welt» et «Süddeutsche Zeitung», a publié en 1993 déjà un livre au titre et au contenu intéressants: «Roosevelts Krieg. Amerikanische Politik und Strategie 1937–1945». La question des liens entre New Deal et Seconde Guerre mondiale cache peut-être son lot de surprises.

Mais qui va payer la facture?

L'économiste *Gabriel Züllig*, très porté sur le «New Deal vert», a donné à *republik.ch*⁷ des indications sur les coûts du projet. *Edward Barbier*, professeur d'économie à la Colorado State University, aurait calculé des coûts de financement d'environ 1000 milliards de dollars, rien que pour les Etats-Unis. *L'American Society of Civil Engineers* parlerait de 4500 milliards de dollars pour les projets d'infrastructure «nécessaires». Selon *l'American Action Forum*, il faudrait s'attendre à devoir déboursier 5700 milliards de dollars. Enfin *Noah Smith* de l'agence Bloomberg arriverait à un montant de 17'000 milliards de dollars rien que pour la rénovation éco-énergétique des bâtiments aux Etats-Unis. *Züllig* ajoute: «Si l'on additionne à cela d'une part les dépenses de santé d'innombrables ménages, couvertes par le financement public d'un New Deal vert, et d'autre part un revenu pour tous les chômeurs, alors le coût du programme atteindrait un montant astronomique.»

Reste la question de savoir d'où et de qui devrait provenir tout cet argent si le pays concerné est déjà lourdement endetté et manque de ressources internes auxquelles il pourrait faire appel. Un coup d'œil dans les livres d'histoire et une pensée logique fournissent quelques réponses alarmantes, et poussent une fois de plus à réfléchir à ce qui pourrait bien être prévu, non seulement aux Etats-Unis, mais aussi en Europe. Et à ne pas laisser à des charlatans le soin de protéger l'environnement naturel.

¹ *Robert Habeck* a déclaré: «L'ère Merkel touche à sa fin et une nouvelle ère commence. Et la question est de savoir qui trace la voie vers cette nouvelle ère. A l'heure de ce congrès du parti, le moment est venu d'envoyer un signal: nous voulons participer à tracer la voie. Nous convoitons la responsabilité de pouvoir façonner la nouvelle ère. Et je pense aussi à une grande phrase d'*Angela Merkel*, prononcée au plus fort de la crise des réfugiés: «Un pays où l'on doit s'excuser pour son humanité n'est pas mon pays.» Cette phrase a donné à toute une génération un «oui», une voix et une parole. Où est passé cet esprit, qui permet de réfléchir aux grandes questions en Allemagne? Nous devons maintenant mettre en place un New Deal vert pour notre époque. Ce New Deal vert n'est pas seulement un grand programme d'investissement, mais un programme économique qui met fin à la guerre de l'économie contre la nature, d'où l'appellation New Deal vert, et le temps presse. Nous devons agir maintenant avec la plus grande énergie possible pour ouvrir des perspectives d'avenir. Concentrons-nous pleinement sur le présent, investissons dans une infrastructure et une économie climatiquement neutres pour que l'avenir soit à nouveau possible. Nous vivons dans la meilleure et la plus libre des républiques que l'Allemagne ait connues. Défendons cette république et veillons à ce qu'elle ne soit pas balayée par le fascisme. Devenons des protecteurs de la Constitution.» (<https://www.stern.de/politik/deutschland/news-im-video--gruenen-chef-robert-habeck-wirbt-fuer-green-new-deal--9004466.html>)

² <https://static1.squarespace.com/static/5cb636ea93a63267f424e168/t/5d0903bd8512260001ca9a1a/1560871871547/GNDE+-+Die+zehn+Sa%CC%88ulen+des+Green+New+Deals+fu%CC%88r+Europa+.pdf>

³ <https://www.morgenpost.de/wirtschaft/article227687711/Windkraft-Altmaier-verteidigt-Plaene-fuer-Mindestabstand.html> du 19/11/19

⁴ *Friedman*, Thomas L. «A Warning From The Garden», in: «The New York Times» du 19 janvier 2017; <https://www.nytimes.com/2007/01/19/opinion/19friedman.html>

⁵ Cf. l'article de *Matthias Burchardt*, «Populisme climatique néolibéral», p. 8–10 de ce journal

⁶ <https://buchanan.org/blog/are-the-democrats-bent-on-suicide-136395> du 12/2/19

⁷ <https://www.republik.ch/2019/07/02/wer-hat-den-gruensten-neuen-deal> du 2/7/19

10 décembre: Journée internationale des droits de l'homme

«L'Etat de droit et la démocratie sont en péril» Au sujet de l'audition au Bundestag «Les médias sous le feu des critiques»

Le 27 novembre 2019, une audition du parti «Die Linke» sur le thème «Medien unter Beschuss» [Les médias sous le feu des critiques] a eu lieu au Bundestag allemand. 250 participants ont suivi l'événement de trois heures. On y a traité des attaques contre le journalisme d'investigation, contre les lanceurs d'alerte, provenant souvent aussi des pays occidentaux, et de la question de savoir comment repousser ces attaques.¹

Le journaliste australien et fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, détenu à la prison de haute sécurité de Belmarsh au Royaume-Uni depuis le 11 mai, menacé d'extradition du Royaume-Uni vers les Etats-Unis, était au centre des discussions. Kristinn Hrafnsson, rédacteur en chef de WikiLeaks, a qualifié les 18 accusations portées par les Etats-Unis contre Assange d'«atteinte gravissime à la liberté de la presse». Les attaques croissantes contre des journalistes d'autres pays ont également été soulignées. Notamment le gouvernement français poursuit les journalistes Geoffrey Livolsi, Mathias Destal et Benoît Colombat pour avoir enquêté sur l'utilisation d'armes françaises contre la population civile locale dans la guerre du Yémen.

Après de nombreux rapports sur l'état de santé de Julian Assange, plus de 60 médecins de différents pays ont récemment transmis une lettre ouverte au ministre britannique de l'Intérieur, Priti Patel, appelant à une évaluation urgente de sa santé physique et mentale: «Si cette évaluation urgente et les traitements nécessaires n'ont pas lieu, nous avons de

sérieuses craintes, vu les preuves actuellement disponibles, que Mr Assange pourrait mourir en prison. La situation médicale est donc urgente. Il n'y a pas de temps à perdre.»²

Le père de Julian Assange (John Shipton), Kristinn Hrafnsson, Nils Melzer (rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture), Renata Avila de l'équipe d'avocats de Julian Assange et divers journalistes et représentants d'organisations de presse y ont assisté. Parmi eux se trouvait également le journaliste d'investigation John Goetz de la NDR, qui a entre-temps porté plainte contre la société de sécurité «UC Global», car il soupçonne fortement que les entretiens qu'il a eus avec Julian Assange ont été surveillés ou espionnés. Edward Snowden a transmis un message écrit depuis son exil russe, dans lequel il décrit l'affaire comme une «déclaration de guerre contre le journalisme». Il a clairement mis en exergue les possibles conséquences: «Et nulle part – nulle part – dans le monde actuel, il n'y a un exemple plus clair de l'abandon (par les institutions des démocraties consolidées) de leur engagement en faveur du droit élémentaire qu'est la liberté de la presse, que la mise en accusation de Julian Assange par le gouvernement américain sur la base de la Loi sur l'espionnage et, pour cette raison, sa détention continue et ses mauvais traitements par le Royaume-Uni. [...] C'est le lancement d'une nouvelle guerre contre le journalisme, et si nous ne l'arrêtons pas avant la prochaine attaque, cette guerre ne sera plus menée uniquement à l'étranger. Si un

homme qui n'a jamais vécu aux Etats-Unis peut être transféré de force dans une prison américaine pour avoir publié la vérité, d'autres journalistes ne tarderont pas à être confrontés au même sort. Et cela encouragera les Etats les moins libéraux de ce monde à recourir à des agissements encore plus durs contre la mince ligne séparant la vérité du mensonge. C'est la ligne séparant la dictature de la démocratie.»

Les intervenants se sont tous clairement prononcés contre l'extradition de Julian Assange vers les Etats-Unis et ont mis en garde contre les effets délétères de la poursuite pénale contre Assange sur la liberté du journalisme d'investigation. On tente de plus en plus souvent de criminaliser les lanceurs d'alerte.

Nils Melzer, le Rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, a présenté de manière calme et compétente les événements et les faits choquants mettant potentiellement en danger la vie de Julian Assange. «Horizons et débats» publie ci-dessous l'entière transcription légèrement révisée de son intervention.

Eva-Maria Föllmer-Müller

¹ L'intégralité de cette audition est documentée à l'adresse suivante: www.youtube.com/embed/1-ig55rbaSY?rel=0&autoplay=1&autoplays=1&modestbranding=1

² www.theguardian.com/media/2019/nov/25/julian-assanges-health-is-so-bad-he-could-die-in-prison-say-60-doctors

Le Rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, Nils Melzer,* a une fois de plus appelé à mettre fin à la torture de Julian Assange



Nils Melzer
(photo twitter)

Merci beaucoup de m'avoir invité à participer à cet événement et à y apporter ma contribution. Je pense que la question des conséquences psychologiques de l'emprisonnement doit être divisée en deux parties. J'ai rendu visite à Julian Assange avec mon équipe médicale le 9 mai dernier à la prison de Belmarsh. C'était environ trois ou quatre semaines après son arrestation le 11 avril, et nous avons constaté, au cours d'un examen médical de trois heures et d'une entrevue d'une heure avec moi-même, qu'il présentait tous les symptômes typiques des personnes ayant été soumises à la torture psychologique pendant une longue période. Ce sont des symptômes très graves, physiquement et neurologiquement mesurables. Aussi, ce 9 mai dernier, on s'est demandé d'où venaient ces symptômes et comment ils avaient été causés.

Cet homme a été enfermé pendant plus de six ans à l'ambassade de l'Equateur, un environnement très contrôlé donc. Etant donné qu'il a été largement soumis à cette situation de restriction, il a été possible de déterminer avec un degré élevé de certitude quels facteurs pouvaient déclencher ces symptômes. C'est un environnement créé en particulier par quatre Etats. Je pense que le premier pays devant être mentionné ici sont les Etats-Unis, qui ont toujours voulu obtenir l'extradition de Julian Assange. Bien sûr, ils n'ont pas rendu cela public. Julian Assange a dit qu'il craignait beaucoup être extradé aux Etats-Unis et ensuite soumis à un procès théâtral et très probablement condamné à la prison à vie dans une prison de haute sécurité, le régime dit *Supermax*, que moi et mon prédécesseur avons qualifié d'absolument inhumain. Bien qu'on l'accusait d'être paranoïaque, sa crainte s'est avérée exacte puisque le jour où

il a quitté l'ambassade pour la première fois, à peine une heure plus tard, les Etats-Unis ont présenté la demande d'extradition au Royaume-Uni. Ce n'était pas de la paranoïa du tout, il était très réaliste quant à la façon dont il évaluait sa situation et la menace à laquelle il faisait face. C'est le scénario de base de la menace.

En outre, en 2010, il y a eu les procédures suédoises qui, comme je l'ai expliqué dans diverses déclarations publiques au gouvernement suédois et ailleurs, ont été menées de manière totalement arbitraire. Il y eut une enquête préliminaire qui, pendant neuf ans, n'a pas abouti à un procès et qui, après ces neuf années, a été classée dans la discrétion. Ce procès a forcé Julian Assange à se rendre à l'ambassade équatorienne et à demander l'asile. Il a offert aux autorités suédoises de participer à la procédure pénale et de se déplacer en Suède s'il obtenait la garantie qu'il ne serait pas extradé vers les Etats-Unis, ce qui d'ailleurs n'avait rien à voir avec les procédures suédoises. Les Suédois ont refusé sa proposition pour des raisons qui ne sont pas compréhensibles. Ainsi, les Suédois ont joué un rôle décisif pour que Julian Assange ne puisse plus quitter cette ambassade. Les Britanniques ont joué un rôle décisif dans le soutien de cette politique. Lorsque la Suède a voulu abandonner l'affaire, les Britanniques ont encouragé les Suédois à ne pas laisser tomber la procédure dans une correspondance que nous connaissons aujourd'hui, et à ne pas «prendre peur». Il semble qu'après neuf ans, ils ont finalement «pris peur».

Le changement de gouvernement en Equateur en 2017 est aussi à prendre en compte. Un nouveau président, *Lenin Moreno*, est arrivé au pouvoir dans le but de se réconcilier avec les Etats-Unis, et l'extradition d'Assange a certainement fait l'objet de négociations. On peut voir qu'à partir de cette date, le harcèlement au sein de l'ambassade par le personnel de l'ambassade et le personnel de sécurité de l'ambassade a commencé, rendant la vie de Julian Assange très difficile. Nous en savons aussi beaucoup aujourd'hui sur la surveillance lourde, à laquelle il était constamment soumis: dans sa vie privée, lors des visites de ses avocats, des médecins, etc. Imaginez-vous que vous êtes surveillé 24 heures sur 24, ce qui est une méthode utilisée dans la torture psychologique, que vous n'avez pas de lieu où vous retirer, que vous êtes constamment poussé dans une sorte de manie de persécution qui n'est en fait pas une manie du tout, mais correspond à la réalité.

Ces quatre Etats, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Equateur et la Suède, ont tra-

vailé ensemble pour atteindre le résultat que nous avons aujourd'hui. Le 11 mai, Julian Assange a été privé d'asile et de citoyenneté sans aucune procédure judiciaire, ce qui est impossible en vertu du droit constitutionnel équatorien, et il a été arrêté par la police britannique, comme nous le savons, dans les heures qui ont suivi sa comparution devant le juge et sa condamnation dans un procès d'un quart d'heure au cours duquel il n'a pu se préparer avec son avocat.

Depuis lors, il y a eu une deuxième phase ayant conduit à la détérioration de son état de santé depuis ma dernière visite; détérioration que nous avons prédite dans notre rapport, les médecins et moi-même. Nous en sommes arrivés à cette conclusion: si la pression sur Julian Assange est maintenue, si la situation ne s'améliore pas, si cette situation arbitraire ne cesse pas, il peut très vite tomber dans une spirale descendante, tant psychologique que physique. Enfin, le 1^{er} novembre, j'ai à nouveau sonné l'alarme et j'ai dit que je craignais sérieusement que cela ne lui coûte la vie. Ce n'est pas exagéré.

La torture psychologique n'est pas une torture «légère». Elle affecte directement la personnalité d'une personne et vise à la déstabiliser en façonnant arbitrairement son environnement, en rendant tout imprévisible, en l'isolant, en la privant de ses contacts sociaux et de toute possibilité de préserver sa dignité humaine. Tout cela est systématiquement retiré à la victime de la torture pendant une longue période de temps. En fin de compte, ces types d'abus conduisent à un collapsus circulatoire, une dépression nerveuse, des dommages neurologiques pouvant être irréversibles. Ce sont des maltraitances très graves. Cependant, elles sont réalisées de telle manière qu'elles paraissent inoffensives sous certains aspects, mais dans sa globalité, c'est meurtrier.

C'est ce qui lui arrive encore aujourd'hui à Belmarsh. Il a été reconnu coupable d'une violation de la liberté sous caution pour laquelle, en principe, personne n'est emprisonné en Grande-Bretagne, mais recevrait normalement une amende. Si quelqu'un n'a pas commis de crime pendant la violation de la liberté sous caution, il ne se passe habituellement pas grand-chose. Mais il a failli être condamné à la peine maximale, 50 au lieu de 52 semaines, pour une violation de caution qu'il était forcé de commettre pour obtenir l'asile politique. L'asile politique devrait pourtant être vu, si ce n'est comme une justification, alors comme une raison atténuante monumentale. Le fait même qu'il ait été condamné à une peine d'emprisonnement démontre le caractère arbitraire de cette procédure. Je ne veux pas tout énumérer mainte-

nant, toutes les mesures arbitraires ayant été prises à chaque étape de la procédure, qu'il s'agisse de la violation de la liberté sous caution ou de l'extradition.

Il existe des conflits d'intérêts. Il existe une partialité très claire du côté des juges, se manifestant par des insultes dans la salle d'audience. D'étape en étape, Julian Assange n'a pas eu accès à ses documents, et il n'a pas pu préparer sa défense. Alors, où est la primauté du droit? Où en sommes-nous si un accusé ne peut pas lire son acte d'accusation avant d'avoir à le commenter? C'est impossible! Je n'en croyais pas mes yeux.

Maintenant, comme nous l'avions prédit et neuf jours après notre visite, il a été transféré au service médical de la prison et il y est resté depuis. Et comme l'a dit son père, il est isolé dans un régime très strict, bien qu'il ait depuis purgé sa peine pour violation de la liberté sous caution, et seulement en détention préventive pour la procédure d'extradition américaine. Et cela ne nécessite pas une prison de sécurité maximale, ni l'isolement. Vous pouvez le faire en résidence surveillée. Il peut s'agir d'un régime ouvert, où il a accès à sa famille, à ses avocats, où il peut préparer sa défense, où il peut aussi correspondre avec la presse, mais c'est exactement ce dont ils ne veulent pas.

Personne ne doit braquer les projecteurs sur ce dont il s'agit vraiment. Il s'agit de l'Etat de droit, de la démocratie, du fait que nous ne pouvons nous permettre de laisser le pouvoir d'Etat sans surveillance. Nous ne pouvons pas nous le permettre, et c'est pourquoi nous avons une séparation des pouvoirs. Si la séparation des pouvoirs ne fonctionne plus, alors nous avons besoin de la presse, et si la presse ne fonctionne plus, alors WikiLeaks propose ces révélations. C'est très important! Il s'agit d'éléments fondamentaux de la politique de l'Etat et ils doivent être protégés.

Je voudrais également mentionner qu'en Allemagne, le Ministère fédéral des Affaires étrangères ainsi que le gouvernement, ont à plusieurs reprises reçus des demandes de clarification de leurs positions par rapport à mes rapports. Le ministre fédéral des Affaires étrangères m'a invité à une réunion hier. La réunion a eu lieu avec le département des droits de l'homme. Ce n'était pas particulièrement productif. On m'a dit que mes rapports n'avaient toujours pas été lus.

J'ai conseillé au ministère fédéral des Affaires étrangères de lire mes rapports avant d'en discuter avec moi. J'espère que cette question sera réellement prise au sérieux et qu'elle sera prise en considération, car le but de mes rapports est qu'ils soient lus.

(Traduction *Horizons et débats*)

* Depuis novembre 2016, le professeur Nils Melzer, expert suisse en droit international, est rapporteur spécial sur la torture et donc expert des dites *procédures spéciales* du Conseil des droits de l'homme. Les experts des procédures spéciales travaillent sur une base volontaire; ils ne sont pas des employés de l'ONU et ne reçoivent aucun salaire pour leur travail. Ils sont indépendants de tout gouvernement ou organisme et remplissent leurs fonctions individuelles. Auparavant, Nils Melzer a travaillé pendant douze ans au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) dans diverses régions en crise, en tant que délégué, chef de mission adjoint et conseiller juridique. Outre son mandat à l'ONU, il est titulaire d'une chaire de droit international humanitaire à l'Université de Glasgow et enseigne à l'Académie de droit international humanitaire et de droits de l'Homme de Genève.

Le tournant – l'époque la plus passionnante de ma vie

Rapport d'un témoin de l'époque d'Erfurt

par Katrin Kirchner*



Katrin Kirchner
(photo Rebekka Kirchner)

L'année 2019 a été marquée par la commémoration du tournant politique en RDA, il y a 30 ans. Au niveau purement historique, il s'agit de la période entre les élections communales de mai 1989 et les élections à la Chambre du Peuple de mars 1990. Cependant, des signes précurseurs de ces changements apparurent déjà bien plus tôt. La RDA se trouvait dans une profonde crise économique et politique. En suivant attentivement les témoignages de nombreux compatriotes issus de divers domaines économiques et sociaux ainsi que mes propres observations, il était clair que la situation ne pouvait durer. La mauvaise gestion mettait le pays considérablement à l'épreuve. Quelques constatations faites lors de voyages à la fin des années 80 en Pologne, en Roumanie et en Bulgarie révélèrent les contrastes énormes dans lesquels le système socialiste s'était enfoncé. Toutefois – et je n'en ai pris conscience que de nombreuses années après le tournant – les gouvernements des pays capitalistes avaient considérablement contribué à l'effondrement du socialisme. En effet, cet autre système les hérissait et ils firent tout pour le subvertir et le détruire. Cependant, l'incapacité du gouvernement de la RDA de satisfaire les besoins matériels et intellectuels des populations, y contribua également.

Mouvements pacifiques et écologiques

Des groupes d'opposition existaient déjà depuis longtemps en RDA, le plus souvent sous forme de groupes pacifistes et écologistes sous la tutelle de l'Eglise évangélique. Ils étaient à cette époque ouverts aux dialogues politiques, auxquels des non-croyants pouvaient également participer. A Erfurt, il faut particulièrement souligner le «travail ouvert» de la mission municipale, où je participais à des débats sur la politique et l'environnement. Le «travail ouvert» organisait par exemple dans l'Eglise Saint Michel située dans les environs, des expositions de photos critiques sur la pollution de l'air et des eaux sur les Monts métallifères et sur le territoire de l'industrie chimique de Bitterfeld respectivement sur le développement de la ville d'Erfurt. Au milieu des années 80, je faisais partie du groupe des femmes en faveur de la paix. Cependant, à partir de 1987, j'avais l'impression qu'on attendait de nous, les femmes, de limiter nos conversations à la famille et aux enfants. C'est pourquoi, je perdis l'intérêt de participer à ce groupe. Mon dossier de la Stasi me révéla plus tard que ma supposition était correcte: les discussions devaient devenir apolitiques. Un ou une IM (informeller Mitarbeiter=collaborateur informel de la Stasi) avait sapé notre travail.

Comme beaucoup d'autres personnes, je souhaitais des changements profonds, une réforme du socialisme, avec la liberté d'opinion et la possibilité de voyager. Je suis convaincue, que de nombreux autres compatriotes avaient des attentes similaires. Comme nous étions profondément ancrés dans nos communautés sociales de la famille et du monde du travail et munis d'un regard critique, la plupart seraient volontiers revenus à la maison après quelques expériences dans l'autre système. C'était douloureux de voir qu'on était traité comme des enfants mineurs.

Au moment de la chute du mur, j'étais déjà mère d'une fille d'un an. De nombreuses personnes quittèrent la RDA en été 1989, dont une de mes meilleures amies avec son enfant de six ans. J'aurais bien aimé partir avec



Le 8 novembre 1989. Avant une manifestation sur la place du marché du Neubrandenburg, les jeunes participants se réunissent dans la Johanniskirche de la ville pour une prière en faveur de la paix. (photo dpa-Zentralbild)

elle. Mais je n'aurais jamais abandonné ma famille. Il n'était pas question de fuir avec un enfant.

Ainsi, nous observions attentivement la situation s'aggravant dans les ambassades de la RFA à Budapest et à Prague.

Rempli d'admiration, nous observions les premières manifestations du lundi à Leipzig. A Erfurt aussi, la résistance s'éveilla. Le 26 septembre 1989, on organisa une manifestation commune du «Nouveau Forum», du «Renouveau démocratique» et des «Femmes pour le changement» dans l'Eglise de Saint-Augustin.

«Nous n'avions plus peur, nous n'étions plus seuls»

Le 7 octobre 1989 – jour du quarantième anniversaire de la fondation de la RDA –, le service religieux tenu dans l'église évangélique Kaufmannskirche fut suivi d'une discussion sur le thème de «40 ans RDA»: ce fut un évènement d'une énorme importance. L'église était bondée de 800 personnes, si bien que le service dut être répété une seconde fois deux heures plus tard. Hans Jochen Genthe, à cette époque pasteur de cette paroisse, assura la prédication. Il s'agit d'un sermon riche en paraboles, d'une acuité philosophique et d'une grande clairvoyance. Auparavant, je n'avais jamais entendu des propos si clairs sur l'état de la nation lors d'une manifestation publique. Après la prédication, quiconque le désirait pouvait saisir le microphone, dire son nom et aborder les problèmes qui le préoccupaient. Personne n'avait connu cela auparavant. Nous ne voulions plus nous cacher, nous n'avions plus peur. Nous savions, que nous n'étions pas seuls. A la fin de la cérémonie religieuse, on entendit dire que dans la cour de la poste située à proximité, la police et les groupes de combat étaient prêts à «recevoir» les participants du service religieux. Le pasteur nous conseilla vivement de ne pas nous laisser provoquer et de rentrer paisiblement à la maison. «Pas de violence» – c'était la devise constante de 1989. Pourtant, la situation était sérieuse. Les hôpitaux de la ville étaient en alerte, pour prendre en charge d'éventuels blessés. Comme Michael Gorbatchev séjournait à Berlin pour les cérémonies du 40^e anniversaire de la RDA, le fait d'arrêter des pratiquants après le service religieux, voire même de créer un massacre, n'aurait pas rendu honneur à la direction de l'Etat. Il ne se passa donc rien, et cela stimula davantage les gens à ne plus se laisser intimider.

«Le 26 octobre 1989, il y eut en même temps des prières pour la paix dans la Lorenzkirche catholique et dans la Predigerkirche évangélique. Puis, l'incroyable se produisit: 30 000 personnes se rassemblèrent sur la place de la cathédrale pour l'une des plus grandes manifestations. Des slogans et des banderoles mettaient en évidence les revendications pour des élections libres et pour la liberté de la presse et de circulation.»

En automne 1989, les évènements se bousculèrent. Le 9 octobre eut lieu dans une des plus grandes églises d'Erfurt, la Predigerkirche, une discussion organisée par le «Nouveau Forum» avec 4000 personnes. A nouveau, la police et des troupes de combat étaient prêtes, mais la manifestation put se terminer sans aucune violence.

Le 26 octobre 1989, il y eut en même temps des prières pour la paix dans la Lorenzkirche catholique et dans la Predigerkirche évangélique. Puis, l'incroyable se produisit: 30 000 personnes se rassemblèrent sur la place de la cathédrale pour l'une des plus grandes manifestations. Des slogans et des banderoles mettaient en évidence les revendications pour des élections libres et pour la liberté de la presse et de circulation. Plus tard, les manifestants se rendirent devant le bureau du Ministère pour la sécurité de l'Etat (MfS) à la rue Andreas toute proche.

Le 9 novembre 1989, il y eut simultanément dans quatre églises de la ville des prières pour la paix en mémoire des victimes de la Nuit de cristal. Puis, 80 000 personnes se réunirent sur la place de la cathédrale. Elles revendiquèrent à haute voix la démission du maire. Un jour plus tard, le maire déposa ses fonctions. Mon mari et moi, nous étions avec notre petite fille également sur la place de la cathédrale et nous ne croyions pas ce que nous vivions. Presqu'un tiers des habitants d'Erfurt s'étaient rassemblés avec des bougies pour la plus grande manifestation de notre ville.

«La force de la communauté»

Mes attentes se réalisèrent. Le peuple se révolta contre les conditions de vie, il ne se plaignait plus seulement de ses ennuis auprès des amis, mais se fit entendre à voix haute à l'extérieur et dans la rue. Ce fut une expérience époustouflante pour moi. Le peuple s'était réveillé et ne voulait plus se rendormir. Nous sentions le pouvoir de la communauté, notre force, tout ce que nous pouvions accomplir en luttant ensemble.

Le 9 novembre 1989 réservait encore davantage de surprises pour nous. Toute la journée, une atmosphère étrange régna dans la ville. Après la manifestation, nous rentrâmes chez nous pour regarder le long métrage chinois annoncé à la télé. Très rapidement, le film fut interrompu pour la transmission d'une annonce importante. Günter Schabowski, membre du Comité central du

SED, apparut sur l'écran et annonça les nouvelles réglementations de voyage. Cependant, comme nous avions l'impression qu'il ne savait pas que dire – il n'avait manifestement pas encore lu les documents qu'Egon Krenz lui avait remis entre le siège du Comité central et le Centre de presse international – nous n'avions aucune confiance en ses paroles. A la question du correspondant en chef italien de l'agence de presse ANSA concernant la date d'entrée en vigueur des nouvelles réglementations de voyage, M. Schabowski répondit: «Pour autant que je sache, cela se fera immédiatement, dès maintenant.» Eh bien, nous pensions que c'était une ruse pour rassurer les gens en colère pour faire gagner du temps au gouvernement.

Une nouvelle ère s'ouvre

Le lendemain matin, dans le grand magasin, j'ai entendu deux femmes dire qu'à Checkpoint Charly, les gens de la RDA avaient traversé la frontière pour aller en Occident. Je n'ai pas compris de suite ce que cela voulait dire. Ce n'est que lorsque j'ai rallumé la télévision et que j'ai vu les événements au mur de Berlin que j'ai compris ce qui s'était passé et qu'une nouvelle ère s'ouvrait enfin.

Le 4 décembre 1989, des citoyens d'Erfurt ont pris d'assaut les bureaux de la MfS dans l'Andreasstrasse après avoir remarqué qu'une épaisse fumée sortait continuellement des cheminées, suggérant qu'on brûlait les dossiers de la Stasi. L'occupation de la «Stasi» d'Erfurt fut la première en RDA, avant Leipzig. Un comité de citoyens s'est constitué. Avec ma voisine, j'ai eu l'idée de participer à la garde citoyenne. Nous nous sommes donc inscrits pour la garde de nuit du 5 au 6 décembre 1989 dans le siège de la Stasi. Avec la garde citoyenne, nous voulions éviter que la Stasi ne détruise encore plus de documents. On nous a assignés à la garde en nous plaçant dans le bâtiment de détention. Un organisateur du Comité des citoyens nous a montré certaines parties du complexe. Cela nous a coupé le souffle. Nous avons vu des prisons dans des films. Mais maintenant nous étions placées devant de véritables portes de prison avec des petites fenêtres à clapets datant des années 1870. Il n'y avait plus de prisonniers à l'intérieur. Mais nous soupçonnions que les cellules avaient probablement encore été occupées récemment. Sur les murs des escaliers, nous avons vu des traits noirs de matraques en caoutchouc qui avaient manqué de frapper une personne. Puis, on nous conduisit dans la cour de la prison, qui formait une cage fermée par le haut d'une grille. Un peu plus tard, on nous montra la cour du bâtiment de la Stasi où nous vîmes d'énormes montagnes de papier. Il s'agissait des dossiers de citoyens critiques détruits par une déchiqueteuse. Ces tas étaient hauts de plusieurs mètres. Une rage incroyable nous saisit. De très nombreuses personnes avaient été espionnées, et de loin pas toutes étaient des ennemis du socialisme. Beaucoup ne voulaient que des réformes.

«Qu'est-il advenu de nos rêves et de nos idéaux?»

Aujourd'hui, 30 ans après ces événements, je vois beaucoup de choses différemment. Qu'est-il advenu de nos rêves et de nos idéaux de l'époque? Qu'en est-il de nos exigences pour la liberté de la presse et la liberté d'opinion?

La phase du tournant fut rapidement terminée. Les puissants recommencèrent à utiliser leurs coups tordus. De part et d'autre de la frontière, marchands pourris et usuriers ont travaillé main dans la main, pour acheter et vendre à vil prix des terres, des maisons et nos entreprises populaires pour ensuite les liquider à nouveau. La vente à prix cassés de toutes les valeurs de la RDA s'est faite si rapidement que nous, impliqués dans le processus de travail ou dans l'éducation de nos enfants, ne nous en sommes pas rendu compte en détail. Ce n'est que plusieurs années plus tard que nous avons lu dans des livres, par exemple dans «Wehe dem Sieger»

* Katrin Kirchner est née en 1962. Elle s'est très tôt intéressée à la politique. Elle a fait des études de sciences culturelles. Entre 1996 et 1998, elle a entrepris une formation d'assistante médicale et a travaillé dans un centre de dialyse jusqu'en 2015. Depuis 2016, elle est nutritionniste. Elle s'est engagée dans le travail du «Aktionskreis für den Frieden Erfurt» de 2008 à 2014. Elle est mère de quatre enfants.

Première session parlementaire après les élections: une pochette-surprise peu probable!

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

La session d'hiver des Chambres fédérales a débuté lundi 2 décembre. Dans plusieurs cantons, un second tour de scrutin a été nécessaire pour élire tous les membres du Conseil des Etats, car au premier tour du scrutin un ou deux candidats n'avaient pas obtenu la majorité absolue des voix; au second tour, la majorité relative suffit. Les derniers sièges ont donc été répartis le 24 novembre. Le Parlement nouvellement élu est donc complet. Le résultat mérite quelques réflexions critiques.

Quels seront les sujets de grande importance politique à traiter au cours de cette session? Dès la fin des élections, l'accord-cadre institutionnel entre la Suisse et l'UE, absent pendant la phase des élections, réapparaît. Le Conseil national aura à décider s'il veut soutenir la motion du Conseil des Etats, dont la demande de négociations supplémentaires avec Bruxelles va plus loin que la motion du Conseil national. Le Conseil des Etats sera le premier à traiter de la question d'une pension de transition pour les travailleurs âgés dont le lien avec l'accord-cadre n'est pas mentionné, bien qu'il soit existant. En outre, la Chambre haute donnera sa recommandation de vote sur l'«Initiative de limitation» de l'UDC. Finalement, le Conseil national et le Conseil des Etats devront reprendre le sujet brûlant de la contribution suisse pour le Fonds de cohésion de l'UE, qu'ils ont reporté à après les élections sans justification factuelle.

Sur une vague de mode?

La politique climatique est actuellement au centre de l'attention des médias. Apparemment, de nombreux électeurs espèrent que l'élection de politiciens qui se disent «verts» donnera encore plus de poids à la politique environnementale en Suisse. Il convient également de noter que l'Etat actuel de la politique suisse de l'environnement et de l'énergie ainsi que les objectifs qu'elle vise sont tout à fait respectables au regard des normes internationales.

Cependant, les Verts et les vert'libéraux ont fait de grands progrès lors des élections parlementaires. En fait, même le PS a perdu quatre sièges au Conseil national et trois au Conseil des Etats, bien que sa politique environnementale et énergétique soit pratiquement identique à celle des Verts. Néanmoins, cet automne n'a pas été marqué par des bouleversements aussi massifs que certains l'avaient prédit.

Au Conseil national, les partis bourgeois (PDC, PLR, UDC) restent majoritaires (107 sur 200) malgré la vague verte, alors qu'au Conseil des Etats, ils ont toujours une majorité bien confortable (32 sur 46). Toutefois, comme ces trois partis sont souvent en désaccord sur des questions de politique étrangère en particulier, il est important de trouver des alliances entre tous les partis, comme cela a souvent été possible dans le passé.

«C'est évident partout: l'Etat souverain, svelte et flexible, dont les affaires sont gérées avec soin et créativité par ses citoyens et par les politiciens et les autorités majoritairement sérieux et corrects, ne peut être perturbé par l'équipe élitiste d'un colosse bureaucratique lourd et centraliste.»

Au Conseil des Etats, les Verts ont remporté, au sein de la gauche, trois sièges au détriment du PS et le seul siège du PBD, sinon les changements ont été limités. Les élections au Conseil des Etats sont des élections de personnes, car les citoyens de chaque canton élisent deux personnalités (une dans les six demi-cantons) sans tenir compte exclusivement de leur appartenance politique. Si j'étais une citoyenne de Bâle-Campagne, j'aurais, par exemple, préféré élire la Verte Maya Graf, agricultrice biologique et politicienne chevronnée, plutôt que son adversaire libérale. Car Maya Graf lutte sans relâche contre les accords de libre-échange exposant notre agriculture à la concurrence de produits bon marché provenant de pays dont les normes sociales et écologiques sont nettement inférieures. Pour la même raison, elle ne peut honnêtement pas accepter l'intégration plus étroite de la Suisse dans l'UE. C'est du moins ce qu'il faut espérer.

«Nous ne changeons ni l'accord ni les négociateurs»

Comme cela a été rapporté dans *Horizons et débats*, les deux Chambres ont appelé à renégocier l'accord-cadre avec Bruxelles afin de maintenir une bonne protection salariale et d'empêcher l'adoption de la directive citoyenne de l'Union et l'interdiction des aides étatiques. Le Conseil des Etats demande également que les électeurs aient le dernier mot concernant la reprise de la législation européenne et une limitation face à la juridiction de la Cour de justice européenne.¹ Lors de la session d'hiver, le Conseil national a maintenant la tâche ingrate de décider s'il veut également exiger ces deux points – un exemple classique d'un dilemme insoluble, car l'adoption quasi automatique du droit communautaire et des arrêts de la CJCE est précisément le cœur de l'accord-cadre. La nouvelle présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, rejette catégoriquement de telles idées, selon les confirmations de son porte-parole: «Rien n'a changé. Nous ne changeons ni l'accord ni les négociateurs».²

Au lieu de détourner l'attention des faits par des exigences irréalistes de renégociations, il serait plus honnête pour nos politiciens d'avouer la réalité: puisque le système de l'UE n'est pas compatible avec la Suisse, laissons tomber l'accord-cadre dans son ensemble. Ignazio Cassis, le chef du DFAE, pourrait alors arrêter de manœuvrer indignement autour de la réalité.

Prestation transitoire pour chômeurs âgés – un maigre programme de remplacement pour les mesures d'accompagnement

Le Conseil des Etats examinera le 10 décembre la «Loi sur les prestations de transition pour les chômeurs âgés»³ et la majorité de sa Commission de la sécurité sociale et de la santé publique (CSSS-E) recommande son adoption (9 contre 3 et une abstention). Espérons que le Conseil suivra sa Commission.

Contexte juridique: un autre chantier lié à l'accord-cadre est le fait que la Commission européenne veut transformer la «Directive européenne sur le détachement des travailleurs» en «développement de la libre circulation des personnes» suite à quoi les mesures d'accompagnement actuellement valables en Suisse disparaîtraient. Ces derniers étant beaucoup plus efficaces et indispensables à la protection des emplois et des salaires nationaux, les syndicats et les sociaux-démocrates insistent à juste titre sur leur maintien.

Comme levier contre cette résistance, le Conseil fédéral met maintenant en œuvre des mesures de soutien et des prestations transitoires pour chômeurs âgés – une loi importante et nécessaire en soi. En effet, même si l'Office fédéral des migrations et l'Office fédéral des statistiques affirment constamment que l'immigration en provenance des pays de l'UE diminue, il demeure un fait indiscutable que la perte d'emploi notamment des travailleurs âgés est due à l'arrivée des jeunes venant des pays membres de l'UE et s'introduisant en force.

Désormais, les salariés perdant leur emploi à l'âge de 58 ans et ne trouvant plus d'emploi malgré de gros efforts recevront, après la période maximale de deux ans de prestations d'assurance chômage, une pension jusqu'à l'âge de la retraite plus élevée que l'aide sociale. Les seuils d'accès seront élevés, comme notamment le paiement des primes AVS pendant au moins 20 ans ou des avoirs ne dépassant pas les 100 000 francs. Le projet de loi prévoit également des mesures de soutien «pour améliorer l'employabilité des personnes âgées et promouvoir le potentiel de la main-d'œuvre nationale». Le Conseil fédéral s'attend à environ 4400 bénéficiaires par an pour une telle rente de transition.

Une initiative intelligente du Conseil fédéral: sans annoncer son intention, il tente par ce décret – contre lequel personne de socialement responsable ne saurait émettre d'objection – de planifier la voie pour l'adoption ultérieure de la directive de l'UE sur le déta-

chement des travailleurs. Espérons que les syndicats et les sociaux-démocrates n'abandonneront pas leur point de vue, car cette loi en soi bienvenue, ne remplace nullement des mesures d'accompagnement solides.

Initiative de limitation: contrôle indépendant de l'immigration selon la volonté du peuple

Le 9 décembre, le Conseil des Etats se prononcera sur l'initiative populaire de l'UDC «Pour une immigration modérée (initiative de limitation)». Sa Commission des institutions politiques (CIP-E) s'est exprimée par 11 voix contre 2 en faveur d'une recommandation de vote négatif.⁴

Horizons et débats a rendu compte le 16 septembre du contenu de l'initiative et des principaux arguments pour et contre.⁵ En résumé, elle donne suite à l'Initiative sur l'immigration de masse de 2014, adoptée par le souverain, mais jamais mise en œuvre par le Parlement. Elle exige une régulation autonome de l'immigration; à cette fin, l'Accord sur la libre circulation des personnes avec l'UE doit être suspendu suite à des négociations ou, si nécessaire, résilié.⁶

Le 25 septembre, le Conseil national a recommandé de rejeter l'initiative de l'UDC par 123 voix contre 63, avec trois abstentions – ce qui était malheureusement prévisible. Depuis de nombreuses années, le dénigrement constant de l'UDC et de toute personne critiquant fondamentalement les activités visant à davantage d'intégration de la Suisse dans l'UE, est nourri et encouragé de manière intolérable. Les principaux agitateurs sont les médias grand public, certains politiciens d'autres partis ainsi qu'*economiesuisse*, le think tank *Avenir Suisse* et le nouveau mouvement politique «Opération Libero», voulant intégrer la Suisse dans l'espace européen sans frontières au profit des multinationales et ne réagissant à toute objection critique qu'avec dérision et moquerie.⁷

Davantage de milliards de cohésion pour Bruxelles?

Un turbo suisse pour l'UE va de l'avant

L'UE veut voir de l'argent de la Suisse, et cela subito! Pour remplir ses caisses vides, la Commission européenne ne cesse de réclamer le paiement de milliards de francs suisses des contribuables de la Confédération. Après le Brexit, nous sommes censés combler le déficit financier du payeur net qu'est la Grande-Bretagne ...

Pour mémoire: il s'agit actuellement de 1,3 milliards de francs suisses pour un fond de cohésion, que Doris Leuthard avait promis de sa propre initiative à Monsieur Juncker en octobre 2018 en public. Toutefois, ce n'est pas au Conseil fédéral de décider une telle

Suite page 6

«Le tournant – l'époque la plus ...»

suite de la page 4

[Malheur au vainqueur] de Daniela Dahm, ce qui s'était passé dans le dos des citoyens de la RDA: des entreprises modernes en bon état furent démantelées, les machines et les installations bradées et d'un jour à l'autre le savoir-faire d'une génération entière ne valait plus rien.

Les appels à un socialisme réformé furent remplacés par des appels à une réunification rapide. Mais quel visage pourrait avoir cette Allemagne réunifiée? La RDA n'a eu aucune occasion de se réformer. Le système de l'ancienne RFA avec la deuschemark nous fut imposé beaucoup trop vite. Les rêves de l'automne 1989 ne se réalisèrent guère. Les grandes entreprises fermèrent l'une après l'autre. Beaucoup de gens perdirent leur emploi. Les loyers augmentèrent rapidement. En l'espace de deux ans, certains loyers se décuplèrent. Soudainement, de nombreuses personnes ressentirent ce dont elles n'avaient eu connaissance qu'à travers la littérature: la peur existentielle. Certaines réagirent rapidement en cherchant du travail à l'«Ouest». Le prix en était élevé: des familles et des couples brisés, un pays vidé de son sang.

Démontage du système d'enseignement

Dans un autre domaine encore, nous avons payé un prix fort. L'un des meilleurs systèmes d'enseignement du monde fut démantelé petit à petit et remplacé par des expérimentations ouest-allemandes avec des enfants. Les jardins d'enfants et les crèches furent fermés en grand nombre, les enseignantes et enseignants licenciés. Dix ans plus tard, les autorités découvrirent qu'il y avait un manque de places et de personnel dans les crèches. Nos ministères de l'Education avaient adopté les nouvelles lignes directrices de l'Ouest de façon beaucoup trop peu critique.

Le résultat est connu: des enfants ne remplissant pas les conditions minimales d'admission à l'école, ne sachant ni écrire, ni lire, ni calculer convenablement à la fin de l'école primaire, échouant dans les écoles secondaires et abandonnant souvent leur formation avant de l'avoir terminée. Les universités et les Hautes écoles ayant auparavant bien fonctionné furent victimes de la pression exercée par la Commission européenne pour réduire les coûts dans le cadre du Processus de Bologne, comme décrit dans l'ouvrage de Christoph Hein intitulé «Verwirrnis» [Confusion].

Les trésors des villes de l'Allemagne de l'Est

Je voudrais néanmoins dresser un bilan positif pour l'assainissement de nos villes. Grâce aux investissements de nombreuses personnes engagées, elles sont devenues de véritables trésors et ont permis un énorme développement du tourisme. La diligence, l'imagination et la persévérance de nombreux fondateurs des petites et moyennes entreprises ont également été récompensées à la suite de la chute du Mur. Ils ont ainsi donné à eux-mêmes et à de nombreux concitoyens une nouvelle perspective professionnelle. Notre environnement s'est assaini, les routes furent modernisées. Nous avons gagné la liberté de voyager. Il existe des possibilités d'échanges interculturels pour les élèves et les jeunes adultes. Nous pouvons apprendre et utiliser des langues étrangères. Tout cela n'aurait pas été possible sans le tournant.

Et qu'en est-il de la paix?

Et pourtant, ce tournant a un arrière-goût amer pour moi. Si j'avais su, il y a 30 ans, que seul le Traité de Varsovie serait dissous, mais pas l'OTAN, et que la guerre régnerait en Europe quelques années seulement après la réunification, je ne serais probable-

ment pas descendu dans la rue. Dans le sillage des Etats-Unis, le peuple allemand est à nouveau inféodé et impliqué dans de nombreuses guerres et conflits à travers le monde suite à des prétextes peu convaincants et en subissant une propagande constante. Nous, anciens citoyens de la RDA, avons en effet reçu une éducation très internationaliste, et la paix a toujours été un bien précieux. Je n'aurais jamais imaginé que l'Allemagne pourrait à nouveau participer à des guerres et à l'inconcevable démission de la Russie. Nous autres Allemands ne devrions jamais oublier ce que nous avons fait à plusieurs reprises au peuple russe ou soviétique. Le fait qu'il nous ait néanmoins permis la réunification est un important signe de réconciliation. Nous devrions nous souvenir des événements d'il y a 30 ans, avec gratitude, tendre la main vers l'Est et vers tous les peuples et élever à nouveau nos voix contre la guerre, la propagande, la calomnie et les mensonges. •

(Traduction *Horizons et débats*)

Sources:

<http://www.gesellschaft-zeitgeschichte.de/stasi/zeitafel-der-friedlichen-revolution/>
<https://www.nordkurier.de/politik-und-wirtschaft/wir-fluten-jetzt-wir-machen-alles-auf-0937365711.html>

Comment renforcer le principe de milice en Suisse?

par René Roca, Institut de recherche sur la démocratie directe

L'«Année du travail de milice», lancée par l'Association des communes suisses (ACS), a ramené l'idée de la «milice» plus intensément dans la conscience de la population suisse. Mais qu'est-ce qui constitue réellement le principe de la milice? Ce principe a une longue histoire en Suisse, il s'est ancré au fil du temps dans tous les domaines de la société et, par son importance pour le bien commun et la démocratie directe, est devenu un fondement central de l'Etat. La définition de «milice» doit être considérée au sens large. L'idée de milice contient beaucoup plus que ce que l'on entend généralement par «travail bénévole», elle définit également l'identité républicaine de chaque citoyen suisse.

C'est grâce au politologue bernois Markus Freitag et à son groupe de recherche qu'une étude empirique actuelle sur la situation du travail de milice en Suisse est désormais disponible.¹ L'étude est consacrée à la milice du pouvoir exécutif, du pouvoir législatif et des commissions dans certaines communautés suisses; on n'y traite ni des pompiers ni du travail dans les associations et le voisinage alors qu'ils font sans doute également partie du travail de milice. Freitag voulait toutefois limiter son étude à la sphère politique en présentant des chiffres impressionnants: «De manière presque incomparable, les citoyens suisses ont de nombreuses possibilités de participer aux organes de décision et aux commissions politiques dans l'exécution de la politique. Si l'on suppose, par exemple,



Toutes les images sont tirées du petit livre pour enfants «Ma commune, mon chez-moi.» (cf. l'article p. 7; photos Association des communes suisses)

que 100 000 personnes travaillent dans les organes exécutifs, législatifs et les commissions communales, un électeur suisse sur 50 serait impliqué dans la politique locale.»²

Il convient de noter qu'un grand nombre de personnes sont toujours impliquées dans le travail de milice, mais il y a souvent un manque de jeunes adeptes dans les divers domaines. Cela rend le principe de la milice de plus en plus fragile. Que faire?

Sensibiliser les citoyens à leurs responsabilités

Il est important de réintégrer le principe de la milice au sens large du terme dans l'éducation et la formation. La mondialisation et l'individualisme l'accompagnant ont déjà gravement affecté la culture politique suisse. Outre les droits individuels, il convient de mettre davantage l'accent sur les devoirs, comme le stipule l'article 6 de la Constitution fédérale: «Toute personne est responsable d'elle-même et contribue selon ses forces à l'accomplissement des tâches de l'Etat et de la société.»³ Gottfried Keller (1819–1890), le poète et homme politique suisse, le décrit de manière plus dramatique dans son journal de 1848. Cependant, il était pleinement conscient de l'importance du principe de la milice pour la survie de l'Etat fédéral fondé la même année: «Mais malheur à celui ne liant pas son destin à celui de la communauté publique, car non seulement il ne trouvera pas la paix, mais il perdra également tout son

Suite page 7

Armée de milice et bénévolat

rr. Historiquement, le terme provient du domaine militaire (cf. également *Horizons et débats*, n° 13 du 10/6/19). Le service militaire dans l'armée de milice suisse ne repose toujours pas sur le volontariat, mais sur l'obligation de chaque citoyen de défendre son pays. Cela est inscrit dans la Constitution fédérale qui définit l'armée suisse et l'obligation de servir comme suit:

«Art. 58, al. 1: La Suisse a une armée. Celle-ci est organisée selon le principe de l'armée de milice.

Art. 58, al. 2: L'armée contribue à prévenir la guerre et à maintenir la paix, elle assure la défense du pays et de sa population. [...]

Art. 59, al. 1: Tout homme de nationalité suisse est astreint au service militaire. La loi prévoit un service civil de remplacement.»¹

Aujourd'hui, ce devoir est souvent confondu avec la contrainte de devoir

faire son service militaire. Les générations précédentes considéraient le travail de milice de l'armée suisse comme allant de soi et servait donc tout naturellement dans l'armée de milice. Ils connaissaient l'importance de leur travail pour leur pays et leur liberté et ne voulaient pas déléguer la défense du pays à une armée de métier, c'est-à-dire à une caste militaire. Il s'agit essentiellement de l'unité du citoyen et du soldat, de l'idée d'une armée citoyenne, déjà admirée par le célèbre philosophe des Lumières de Genève, Jean-Jacques Rousseau (1712–1778). L'armée de milice est un principe des Lumières et indispensable pour l'Etat républicain libre. C'est ainsi que la première constitution démocratique de la Suisse, la Constitution helvétique de 1798, déclarait à l'article 25: «Tout citoyen est né soldat de la patrie.»²

Ces fondements civiques doivent à nouveau être promus et expliqués,

notamment face au démantèlement de plus en plus drastique de l'armée de milice suisse.

La milice dans la sphère politique

A la fin du Moyen-Age, la politique et l'armée étaient si étroitement imbriquées dans l'espace géographique de la Suisse actuelle que le principe de milice fut également appliqué dans le domaine politique. Selon le politologue Alois Riklin, outre le service militaire, la lands-gemeinde et les biens communs agricoles sont considérés comme les cellules originelles du système de milice politique.³ Dans de nombreux cantons suisses, les coopératives existaient déjà au cours du Haut Moyen-Age sous forme de collectifs de travail ou de propriété. Dans les cahiers des charges de ces corporations, c'était une évidence, voire une nécessité, d'exercer une fonction, par exemple pour réglementer l'utilisation des biens com-

muns. Il n'était donc pas question de «volontariat», la construction et l'entretien des «bâtiments communs» faisaient tout simplement partie de la vie et exigeaient l'engagement pour le bien commun de tout le monde. Cette «obligation officielle» n'existe plus pour de nombreuses fonctions de milice, mais heureusement le manque d'engagement dans de nombreux domaines ne se fait pas trop sentir. Comme le montre la dernière étude, un grand nombre de citoyennes et citoyens suisses occupent encore des fonctions de milice.

¹ Constitution fédérale de la Confédération suisse

² Constitution de la République helvétique du 12 avril 1798 In: Kölz, Alfred (éd.). *Quellenbuch zur neueren schweizerischen Verfassungsgeschichte*. 1992, p. 133

³ Riklin, Alois. *Die Schweizerische Staatsidee*. In: *Zeitschrift für Schweizerisches Recht*. n° 191, Bâle 1982, p. 217–246

«Première session parlementaire ...»

suite de la page 5

chose, mais au Parlement. A l'été 2019, les Chambres fédérales ont clairement indiqué qu'aucune somme d'argent ne serait versée à quiconque impose à notre pays des sanctions contraaires aux droits ou aux contrats: «La Suisse ne versera à l'UE un milliard supplémentaire dans le fond de cohésion que si celle-ci renonce aux mesures discriminatoires. Dans le cas contraire, le Conseil fédéral ne peut s'engager sur la base du crédit-cadre.»⁸ Excellent! Si l'on considère la manière dont la Suisse est sans cesse traitée par les autorités bruxelloises – en dernier lieu par le retrait de la reconnaissance de la Bourse suisse – il n'y a actuellement certes aucune raison, pas plus qu'auparavant, de verser des sommes aussi généreuses à Bruxelles.

Lors de la session d'hiver, les deux Chambres désirent également régler les derniers différends concernant des questions moins importantes.⁹ La Commission de politique étrangère (CPE-N) demande instamment à son Conseil de se rallier au Conseil des Etats dans tous les points litigieux, car elle veut «régler au plus vite les différends avec le Conseil des Etats».¹⁰

Toutefois, la réserve des deux Chambres de ne pas faire de versement «si et aussi longtemps que l'UE adopte des mesures discrimi-

natoires à l'encontre de la Suisse» se trouve également sur les dépliants des deux Conseils pour la session d'hiver. Il faut espérer que le Parlement, même dans sa nouvelle composition, tiendra cette promesse face aux électeurs!

Certains parlementaires suisses ne cachent cependant pas que leur objectif est de subordonner le plus rapidement possible la Suisse à la centrale bruxelloise. Et véritablement, le conseiller national PLR Hans-Peter Portmann, dirigeant du groupe suisse au Parlement européen, propose en public et sans aucune légitimation, lors d'une conférence de presse le 27 novembre à Strasbourg, un «troc»: un oui du Parlement suisse au milliard de cohésion pour l'UE contre l'engagement de l'UE de «reconsidérer» la décision de ne pas prolonger l'équivalence de la Bourse suisse.¹¹ De toute évidence, l'autocratie de l'UE a déteint sur M. Portmann, lui qui se permet de dire aux membres des Chambres fédérales comment voter. Vendre votre propre Parlement pour quelques pièces d'argent, et nous devrions encore les payer nous-mêmes?

Tout ce spectacle profite uniquement à l'ego de M. Portmann, désireux de jouer un jour un grand rôle à Bruxelles. Pour la Suisse, en revanche, le retrait de l'accès au marché boursier est déjà la deuxième mesure punitive après l'expulsion d'Erasmus+, qui nous profite plus qu'elle ne nous nuit. Non seule-

ment nous gérons le programme d'échange des étudiants de manière plus efficace et moins coûteuse que l'UE, mais la Bourse suisse aussi a connu un essor considérable depuis que les actions suisses sont interdites dans les bourses de l'UE et ne sont donc – par décision du Conseil fédéral – négociées plus qu'en Suisse.¹²

C'est évident partout: l'Etat souverain, svelte et flexible, dont les affaires sont gérées avec soin et créativité par ses citoyens et par les politiciens et les autorités majoritairement sérieux et corrects, ne peut être perturbé par l'équipe élitiste d'un colosse bureaucratique lourd et centraliste.

¹ «La quadrature du cercle. Les commissions parlementaires demandent des négociations supplémentaires sur l'Accord-cadre avec l'UE». *Horizons et débats* n° 13 du 10/6/19; «Accord-cadre entre la Suisse et l'UE. Problème insoluble alors que les élections approchent à grands pas». *Horizons et débats* n° 15 du 8/7/19

² «Schweiz bleibt Chefinnensache». *St. Galler Tagblatt* du 22/11/19

³ *Communiqué de presse du Conseil fédéral* du 30/10/19

⁴ *Communiqué de presse de la Commission des institutions politiques du Conseil des Etats* du 25/10/19

⁵ «Volonté de contourner de gré ou de force la reprise obligatoire du droit de l'UE. A l'approche des élections – session d'automne 2019». *Horizons et débats* n° 20 du 16/9/19

⁶ Texte de l'initiative, cf. www.initiative-delimitation.ch

⁷ «Volonté de contourner de gré ou de force la reprise obligatoire du droit de l'UE. A l'approche des élections – session d'automne 2019». *Horizons et débats* n° 20 du 16/9/19

⁸ Débat au Conseil des Etats du 12 juin 2019 sur la «deuxième contribution de la Suisse à certains Etats membres de l'UE pour réduire les disparités économiques et sociales dans l'UE élargie et soutenir les mesures dans le domaine des migrations» (communiqué ATS). Cf. aussi «La quadrature du cercle. Les commissions parlementaires demandent des négociations supplémentaires sur l'Accord-cadre avec l'UE». *Horizons et débats* n° 13 du 10/6/19

⁹ Par exemple, comment l'argent sera alloué aux deux domaines des projets dans les pays d'Europe de l'Est et des migrations, ou si l'on veut exiger l'association aux nouveaux programmes Erasmus+ (échanges d'étudiants) et Horizon (recherche) comme condition préalable.

¹⁰ *Communiqué de presse de la Commission de politique étrangère* du 28/11/19

¹¹ «Ein Nationalrat auf Friedensmission in Strassburg». *St. Galler Tagblatt* du 28/11/19

¹² Examinez d'abord votre contractant à la loupe! ou: quels liens y a-t-il entre l'initiative sur l'immigration de masse et le programme «Erasmus»? *Horizons et débats* n° 1 du 12/1/15; «Non-extension de l'équivalence boursière – un autogol pour l'UE». *Horizons et débats* n° 16 du 22/7/19

«Accord-cadre entre la Suisse et l'UE. Problème insoluble alors que les élections approchent à grands pas». *Horizons et débats* n° 15 du 8/7/19

«Ma communauté, mon chez-moi»

par Rita Brügger

Horizons et débats a publié dans son dernier numéro un article intéressant de l'ancien conseiller fédéral *Kaspar Villiger* sur la valeur du travail de milice et un entretien avec le conseiller municipal *Claude Dougoud*. Les deux articles soulignent l'importance du travail de milice et de la démocratie directe pour le bon fonctionnement d'une société. L'engagement pour le bien commun ne se développe pas de lui-même, il doit être appris et vécu dès le plus jeune âge. Un petit livre pour enfants publié par l'Association des communes suisses familiarise les enfants avec les tâches communales et le système de milice.

Comunix, la petite chouette, guide les enfants à travers le livre en tant que personnage principal. Elle explique ce qu'est une commune, demande aux enfants ce qu'ils savent déjà de leur commune et informe sur leur diversité. Les uns sont des petits villages et d'autres sont des grandes villes. Cependant, ils accomplissent toutes des tâches sans lesquelles la vie des gens, donc aussi celle des enfants, serait difficilement imaginable.

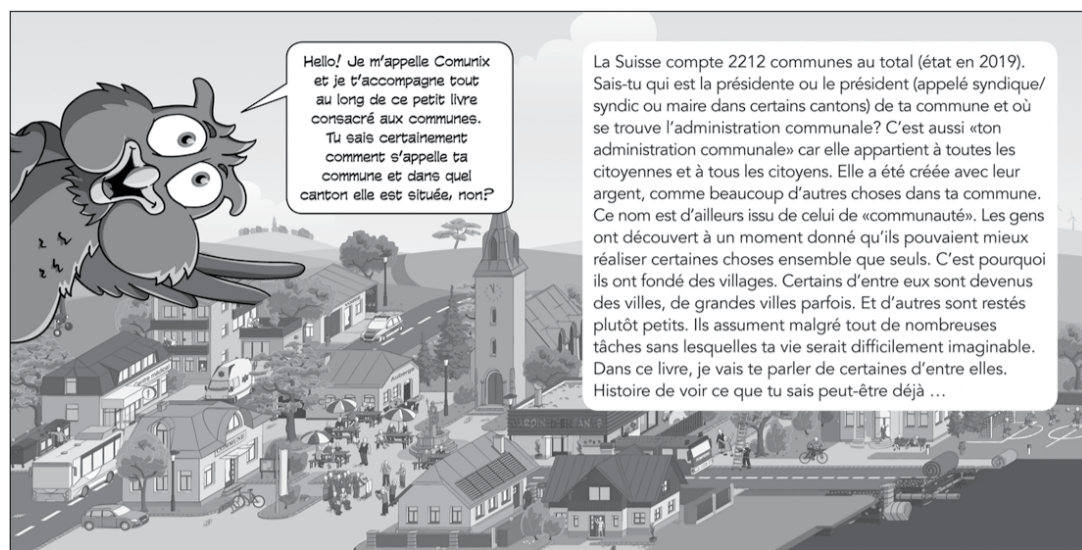
Comunix dit aux enfants qu'il existe une administration communale qui appartient à tous les citoyens et citoyennes et qu'à la tête de la commune, il y a un Conseil communal (parfois appelé Municipalité) qui est élu tous les quatre ou cinq ans par les habitants ayant le droit de vote. Les conseillères et conseiller

communaux se réunissent régulièrement et discutent des besoins de la commune. Deux fois par an, le Conseil communal convoque une assemblée communale à laquelle les citoyens peuvent participer et voter. Les très grandes communes, ont un Parlement au lieu d'une assemblée communale.

La brochure explique les tâches de l'administration et des conseillers communaux d'une manière adaptée aux enfants. A l'aide de questions, l'enfant est amené à réfléchir.

Plusieurs services de la commune, dont l'approvisionnement en eau et le système scolaire, sont présentés aux jeunes lecteurs d'une manière facile à comprendre. L'enfant apprend que la commune a construit le bâtiment scolaire et assure son entretien. Comunix lui suggère de demander à son enseignant de visiter la station d'épuration avec la classe pour voir ce qu'il advient des eaux usées. Les enfants sont également informés sur les impôts et la gestion prudente des finances de la commune.

Les associations sont également importantes dans une commune. Elles sont parfois soutenues par la commune, car il est particulièrement précieux que tout le travail dans les associations se fait bénévolement pour le bien-être de tous. Les piscines, les bibliothèques, les décharges, le déneigement, les pompiers et l'éclairage public font également partie des services de la commune. Le sys-

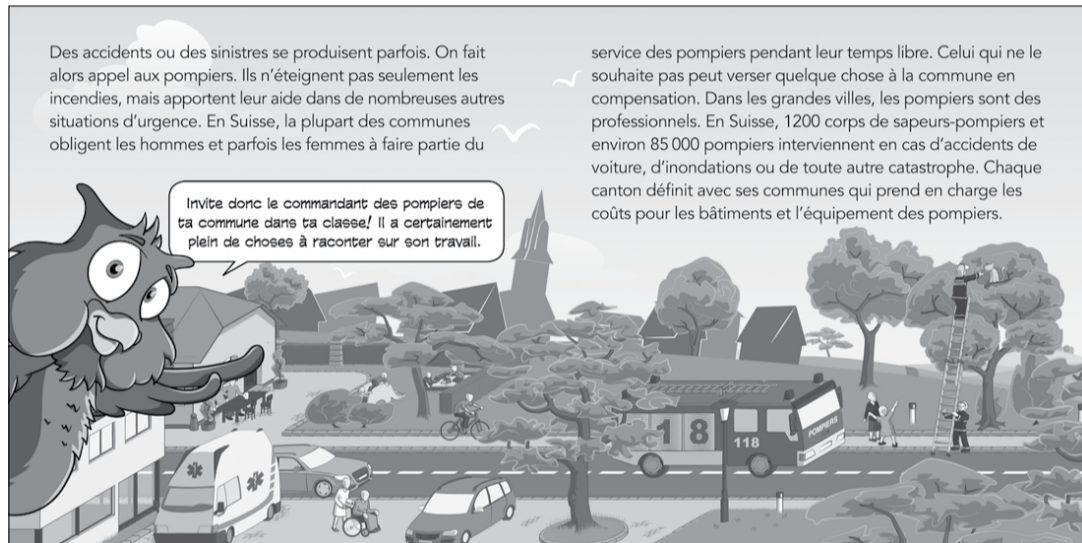
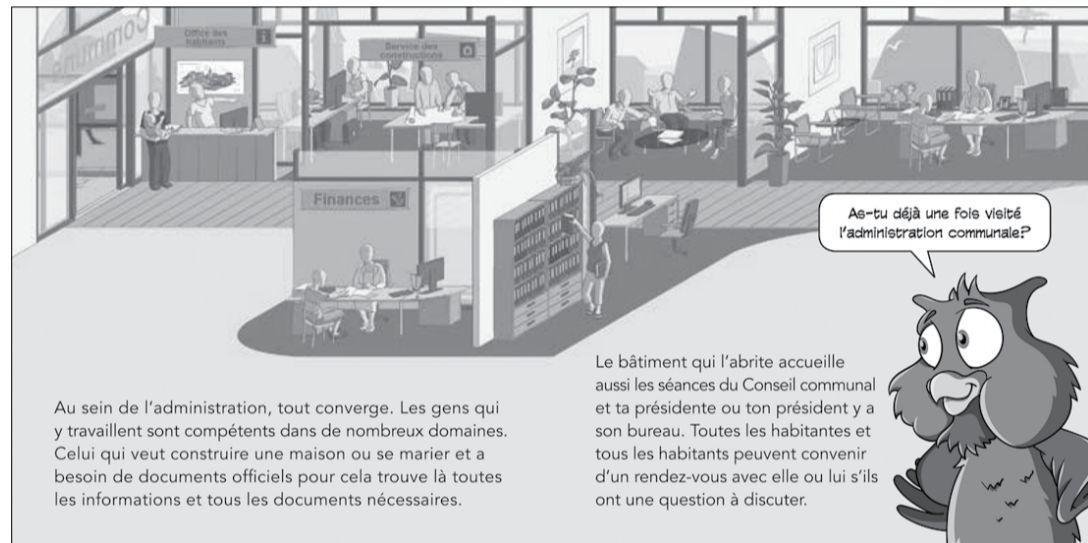


tème des soins sanitaires est également un élément important. La commune veille à ce que les gens qui prennent de l'âge obtiennent les soins dont ils ont besoin. Certains soins sont fournis à domicile, d'autres dans des EMS, des établissements médico-sociaux. Les communes sont souvent directement responsables de ces prestations ou les financent.

Ce petit livre pour enfants est une introduction réussie pour les futurs citoyens. Les enfants font l'expérience que les réalisations de la commune et de notre civilisation n'ont rien d'accidentelles, mais qu'elles sont le résultat du travail de nombreuses personnes

qui s'en occupent pour que la vie en communauté puisse fonctionner. Dans cette publication, ils apprennent beaucoup de choses sur le premier niveau de notre système démocratique et peuvent ainsi développer le respect de ces institutions à un stade précoce. Et qui sait, peut-être que cela ouvre la voie à la participation future de la jeune génération. Cela est à espérer fortement.

Le petit livre (format 10x10 cm, 28 pages) est disponible aux guichets des communes suisses ou peut être commandé auprès de l'Association des communes suisses, cf. www.chgemeinden.ch. Il existe en allemand, français et italien.



«Comment renforcer le principe ...»

suite de la page 6

soutien intérieur et sera exposé au mépris du peuple.»⁴

En effet, selon une étude réalisée en 2017, près des trois quarts de la population se disent fiers du système de milice suisse.⁵ Mais pour préserver le système de milice, il faut des mesures concrètes. On propose souvent des idées de réforme peu appropriées, comme par exemple une meilleure rémunération pour une activité de milice. Cependant, il serait important de faire prendre conscience de l'importance du travail de la milice – tant pour le bien commun que pour le développement de sa propre personnalité – et de le faire connaître dans le cadre de l'éducation et de l'école. (La brochure «Ma commune,

mon chez-moi» publiée par l'Association des communes suisses y apporte une contribution précieuse.)

L'historien et spécialiste littéraire suisse *Georg Thürrer* (1908–2000) résume bien le cœur intemporel de l'idée de milice dans un discours prononcé en 1968 lors de la fête pour les nouveaux jeunes citoyens glaronais:

«Un des moments les plus importants dans la vie d'une jeune personne est donc celui où on se rend compte qu'en tant que personne jeune et libre, on n'est pas seulement libéré de quelque chose, c'est-à-dire de l'obéissance antérieure, mais également libre pour quelque chose, c'est-à-dire pour le service en faveur de ses semblables. Si l'on reconnaît cela et qu'on s'y engage, on «profitera» très certainement «de la vie». [...] Chers jeunes citoyens, réjouissez-vous tous

de pouvoir participer à la vie civique. Vous appartenez à la génération dont la plupart franchiront le seuil du deuxième au troisième millénaire. Les inventions de toutes sortes continueront à se succéder. Vous devez préserver votre sang froid et ne pas tituber dans la vie, mais la gérer. Aucune innovation ne doit nous aveugler l'esprit de sorte à ne plus reconnaître l'ancien et pourtant toujours nouveau fait, que nous devons vivre les uns pour les autres en tant que Confédérés et contemporains, afin de préserver la dignité de l'espèce humaine. Même si toute activité humaine reste fragmentaire, notre Confédération accorde en toute confiance à ses citoyens le droit d'exprimer librement leurs opinions. Elle nous impose non seulement l'obligation de payer des impôts mais aussi d'accomplir notre service militaire. L'Etat compte aussi

sur vos réflexions, votre attention et votre participation, pour que nous puissions former une communauté au sein de laquelle nous nous engageons volontiers les uns pour les autres. En tant que bâtisseurs, nous discutons ouvertement et décidons ensemble de la manière dont nous voulons améliorer au mieux notre maison confédérale au niveau de la commune, du canton et de la Confédération. Soyez les bienvenus sur notre chantier commun!»

¹ Freitag, Markus; Bundi, Pirmin; Flick Witzig, Martina. *Milizarbeit in der Schweiz*. Bâle 2019

² Freitag. *Milizarbeit*, p. 23

³ *Constitution fédérale de la Confédération suisse*

⁴ Keller, cité d'après Freitag. *Milizarbeit*, p. 25

⁵ *Milizarbeit in Zahlen*. In: Freitag, *Milizarbeit*, p. 32s.

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

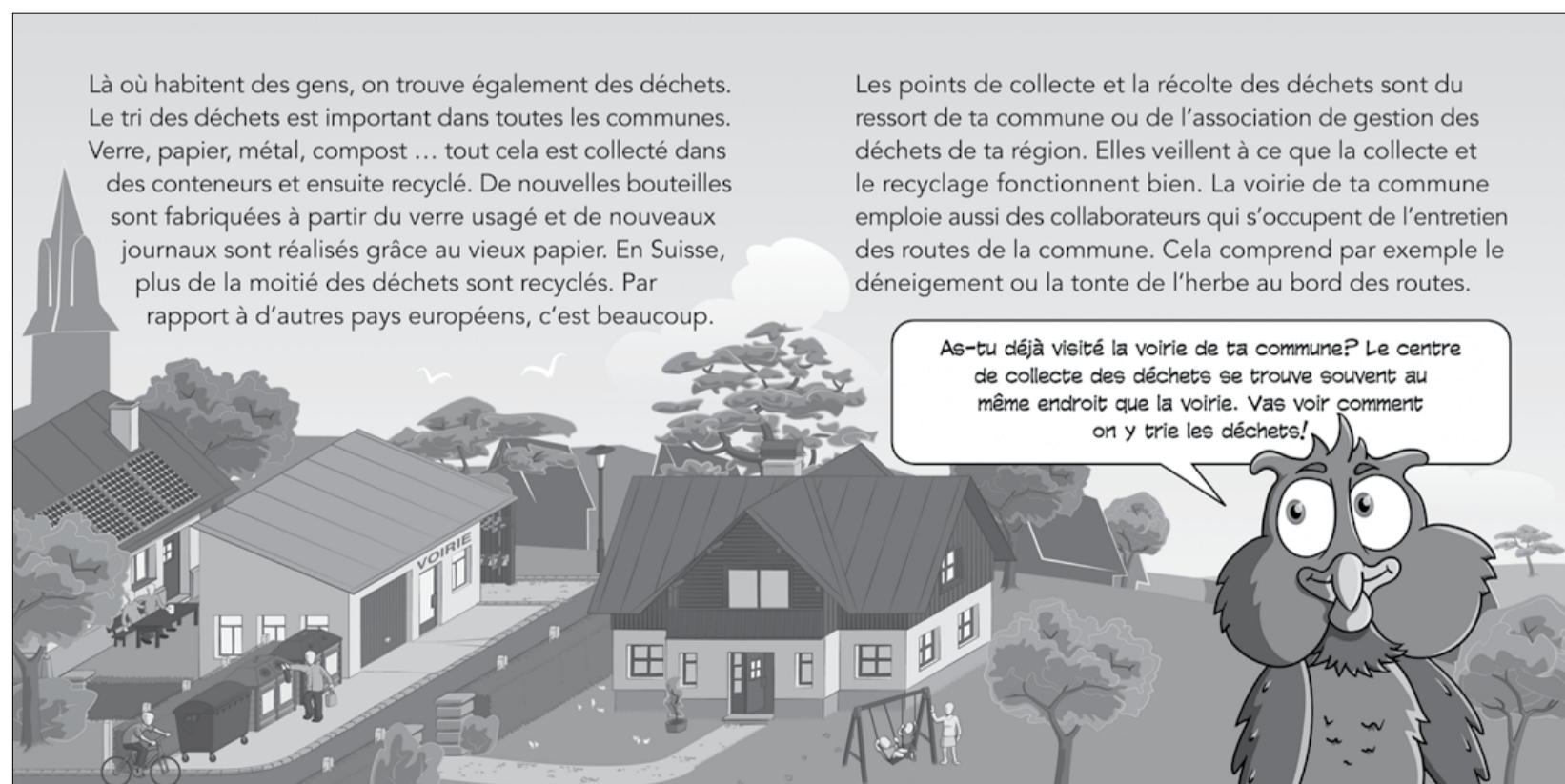
Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale, CH-8000 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51
hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen
Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros
ISSN 1662 – 4599

© 2019 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».



Populisme climatique néolibéral

Créer et préserver de bonnes conditions de vie pour tous!

par Matthias Burchardt*



Matthias Burchardt
(photo mad)

Cet article repose sur une différenciation importante. Elle consiste à dissocier la nécessité de garantir de bonnes conditions de vie sur le plan social et écologique de la discussion publique sur le climat. Il se réfère donc aux modèles de pensée et aux discours actuellement

généralisés autour du thème du «climat», largement diffusés auprès du public. A mon avis, on trouve dans ce domaine bien des gens qui profitent de la situation afin d'exploiter l'hystérie ambiante dans le sens de leurs propres intérêts.

Même si nous allons ici argumenter contre le populisme climatique, il ne s'agira surtout pas d'éluider les responsabilités écologiques ou de discréditer le véritable engagement en faveur de l'environnement. Bien au contraire, un examen critique des modes de pensée actuels devrait replacer dans un contexte rationnel les responsabilités de tous envers la nature et les conditions de l'existence humaine. L'analyse implique donc de façon sous-jacente que l'hystérie climatique profite aux acteurs de «l'Etat profond», qu'elle alimente et oriente le discours. De plus cette gestion de la situation n'œuvre justement pas dans le sens d'une existence terrestre optimale de l'humanité, mais constitue en fait un cynique instrument de domination. En d'autres termes, un examen plus approfondi du débat sur le climat devrait venir en aide à l'homme et à la nature, notamment en ne jouant plus la question écologique contre la question sociale. Mais pour cela, il faut dénoncer en tant que tels les pièges, les chausse-trappes de la pensée et les simulacres politiques popularisés par le discours sur le climat.

Un discours sur le climat destiné à l'obscurcissement du jugement politique

Même sans entrer dans le discours sur le climat, il y a suffisamment de raisons de se préoccuper de l'état de nos ressources vitales naturelles. D'un point de vue esthétique, nous nous rendons déjà compte de l'impact de notre mode de vie et de notre fonctionnement économique sur la nature qui nous entoure. Au travers de la pollution et de l'urbanisation, nous affaiblissons la qualité de vie et la valeur récréative des paysages qui nous entourent. Sur le plan médical, nous constatons une contamination dangereuse de l'air et de l'eau, des denrées alimentaires d'origine végétale et animale. En ce sens, protéger l'environnement équivaut toujours à protéger l'être humain, car les substances toxiques, le bruit, les rayonnements affectent nos vies. Il est par exemple intéressant de noter qu'il n'y a pas de débat public significatif sur les réseaux 5G alors même que de nombreux signes soulignent des risques pour la santé (cf. <https://mobilfunkstuttgart.de/swr-2-impuls-5g-und-das-gesundheitsrisiko-peter-hensinger-contra-bundesamt-fuer-strahlenschutz/>).

Mais même là où nous, en tant qu'êtres humains, ne sommes pas directement concernés, nous avons des responsabilités envers la nature. Le christianisme, par exemple, appelle à préserver la création, et cela non seulement parce qu'elle nous est bénéfique mais parce qu'elle est l'œuvre de Dieu. Nos semblables laïques éprouvent peut-être eux-mêmes le sentiment nommé par Albert Schweitzer le «Respect de la vie», empêchant de faire du mal à d'autres créatures sans nécessité.

Il ne faut cependant pas surestimer la nature au travers de clichés romantiques. Ce n'est pas un paradis, ainsi que l'ont démontré la biologie de l'évolution et l'écologie, mais finale-

«Même si nous allons ici argumenter contre le populisme climatique, il ne s'agira surtout pas d'éluider les responsabilités écologiques ou de discréditer le véritable engagement en faveur de l'environnement. Bien au contraire, un examen critique des modes de pensée actuels devrait replacer dans un contexte rationnel les responsabilités de tous envers la nature et les conditions de l'existence humaine. L'analyse implique donc de façon sous-jacente que l'hystérie climatique profite aux acteurs de «l'Etat profond», qu'elle alimente et oriente le discours. De plus cette gestion de la situation n'œuvre justement pas dans le sens d'une existence terrestre optimale de l'humanité, mais constitue en fait un cynique instrument de domination.»

ment aussi un lieu sans pitié où la loi du plus fort décide de la vie et de la mort, dans une lutte pour l'accès à des ressources limitées. Il n'y a vraiment que l'homme pour y apporter et y voir une dimension éthique des responsabilités. La culture et la politique doivent reconnaître et défendre la dignité des plus faibles et des plus vulnérables. Les animaux ne connaissent pas de bien-être animal, les volcans ne connaissent pas de valeurs limites.

Tous ces motifs caractéristiques de la défense de l'environnement – de la pensée médicale à la réflexion écologique désintéressée en passant par les raisons esthétiques – ont une chose en commun: ils se réfèrent à des phénomènes directement perceptibles. Il n'y a que les êtres humains attentifs qui perçoivent la mauvaise qualité de l'air, l'accroissement des nuisances sonores, la disparition de la biodiversité locale et la perte de biotopes. Le climat, perçu en tant qu'objet de la recherche sur le climat, n'est cependant pas un possible sujet d'expérience, mais bien plus une construction scientifique. Les gens vivent la météo au quotidien ou les changements de la nature sur de plus longues périodes, tandis que le climat, au sens strict du terme, est un sujet de recherche modélisé par des climatologues, un artefact riche en conditions. Sur Wikipedia, on définit le climat comme suit:

«Le climat est la moyenne établie par le biais de méthodes météorologiques – par rapport à un lieu ou à une région – des processus dynamiques dans l'atmosphère, y compris toutes les variations relevées au cours de l'année et basées sur un grand nombre d'éléments climatiques. Il est régi non seulement par les processus physiques et chimiques présents à l'intérieur de l'atmosphère, mais également par les vastes influences et les interactions des quatre autres sphères de la terre (hydrosphère, cryosphère, biosphère, lithosphère).

Afin de représenter l'évolution des températures avec suffisamment de précision, en plus de tous les autres phénomènes météorologiques, l'«Organisation météorologique mondiale» (OMM) recommande l'utilisation de périodes de référence (périodes CLINO=climatological normals)

au sein desquelles les moyennes mensuelles sont regroupées en séries chronologiques sur 30 ans dans un ensemble de données. A l'heure actuelle, la période de référence des années 1961 à 1990 est le critère de comparaison valable et communément utilisé. Ce dernier sera remplacé après 2021 par la nouvelle période normale de 1991 à 2020.»

La recherche sur le climat développe des modèles, c'est-à-dire des reproductions simplifiées de phénomènes naturels complexes fondées sur des hypothèses de base et les connaissances existantes. Les mesures et les méthodes mathématiques et statistiques jouent un rôle important, tout autant que les décisions et les anticipations. Quels sont les facteurs qui entrent en ligne de compte? Quelles sont les périodes considérées? Comment les pondérer? Toute science implique inévitablement des doutes quant à ses propres modèles: dans quelle mesure les méthodes de mesure sont-elles fiables? Quelle est la fiabilité des archives historiques? Quelles sont les zones aveugles incluses dans les modèles? Il en résulte généralement un conflit assez productif entre divers axes de recherche qui explorent un même sujet, à partir de perspectives différentes et avec des méthodes différentes, tout en restant toujours conscients du fait que la vérité scientifique d'aujourd'hui pourrait demain s'avérer être une erreur.

L'ensemble de ce vaste domaine scientifique n'est donc pas intellectuellement gérable par les profanes, au nombre desquels se comptent également les décideurs politiques. Il s'agit donc alors d'une question de confiance lorsque cela touche à la recherche scientifique sur le climat et même une question de foi, voire une forme prémoderne de soumission aux autorités, quand on en vient par exemple au rôle des experts dans le débat sur le climat.

Cela tient au fait que les modèles abstraits échappent en principe à notre perception des choses. Nous ne pouvons rien faire d'autre qu'observer, si certaines conditions météorologiques, événements extrêmes ou changements naturels s'intensifient ou se raréfient dans notre espace vital au cours de notre vie. Mais la multitude des phéno-

«La recherche sur le climat développe des modèles, c'est-à-dire des reproductions simplifiées de phénomènes naturels complexes fondées sur des hypothèses de base et les connaissances existantes. Les mesures et les méthodes mathématiques et statistiques jouent un rôle important, tout autant que les décisions et les anticipations. Quels sont les facteurs qui entrent en ligne de compte? Quelles sont les périodes considérées? Comment les pondérer? Toute science implique inévitablement des doutes quant à ses propres modèles: dans quelle mesure les méthodes de mesure sont-elles fiables? Quelle est la fiabilité des archives historiques? Quelles sont les zones aveugles incluses dans les modèles? Il en résulte généralement un conflit assez productif entre divers axes de recherche qui explorent un même sujet, à partir de perspectives différentes et avec des méthodes différentes, tout en restant toujours conscients du fait que la vérité scientifique d'aujourd'hui pourrait demain s'avérer être une erreur.»

mènes évoqués prouve-t-elle, pour le profane, la validité de l'hypothèse selon laquelle ces changements sont causés (uniquement) par l'homme? La main sur le cœur: qui a le courage de porter un jugement définitif sur cette question? C'est ainsi que 90 éminents chercheurs italiens ont par exemple rédigé un document dans lequel ils ne remettent pas en cause le changement climatique mais l'intervention humaine dans celui-ci. (cf. http://www.opinione.it/cultura/2019/06/19/redazione_riscaldamento-globale-antropico-clima-inquinamento-uberto-crescenti-antonino-zichichi/).

Que faut-il en déduire? D'honnêtes chercheurs se conforment-ils aux exigences du doute scientifique au nom de la vérité? Ou bien a-t-on affaire ici à des gens à la mentalité corrompue qui se sont laissés embobiner dans les intérêts de l'industrie? Ont-ils tort parce qu'ils sont minoritaires? Ont-ils raison parce qu'ils s'opposent courageusement au «courant dominant»? Franchement, je ne suis pas en mesure d'en juger et je m'abstiendrai donc de prononcer un jugement définitif. Mais je sais, de par ma propre expérience scientifique, que la plupart des questions de recherche sont complexes et ne peuvent être résolues que provisoirement. Donc, sur de telles bases, j'hésiterai à instaurer des programmes politiques radicaux aux effets incertains. De plus, les instituts doivent orienter leurs activités de recherche en fonction de financements extérieurs, de sorte que la recherche indépendante n'est guère envisageable faute de financements indépendants (cf. Spelsberg/Burchardt: «Unter dem Joch des Drittmittelfetischs» [*Sous le joug du fétiche des fonds extérieurs*]). In: «Frankfurter Allgemeine Zeitung» du 15/1/15, p. 15).

Et même s'il n'est peut-être pas tout à fait possible de déterminer de manière définitive quelle est la part de la responsabilité humaine dans les changements climatiques, les raisons exposées ci-dessus suffisent amplement pour prendre nos propres responsabilités face à nos conditions de vie.

Quoi qu'il en soit, le discours sur le climat tenu par l'expertocratie – et guidé par les intérêts – obscurcit la perception et la capacité de jugement des citoyens, déplaçant le champ d'action vers un espace invisible de modèles abstraits. En fin de compte, on bâtit dans l'esprit des gens un univers fictif de propagande par le biais d'une visualisation dramatisée. Les recours excessifs à de supposées évidences se révèlent heureusement d'eux-mêmes, si l'on démonte véritablement tous les faits exploités par le climat-populisme. Le meilleur exemple en est le discours prononcé par Annalena Baerbock, présidente fédérale des Verts, qui a insinué que les tremblements convulsifs de la chancelière étaient la conséquence de la catastrophe climatique (cf. <https://www.spiegel.de/politik/deutschland/annalena-baerbock-zittern-von-angela-merkel-haengt-mit-klimawandel-zusammen-a-1274955.html>). Ce faisant, Baerbock et tous ceux qui avancent des arguments similaires font preuve d'un manque flagrant de toute expertise scientifique et ridiculisent l'engagement de groupes de protection de l'environnement et de la nature, en exagérant politiquement la valeur de l'hypothèse climatique.

Le discours sur le climat, stratégie de choc: «I want you to panic!» – Greta Thunberg

Un autre aspect montre clairement la façon dont le discours sur le climat corrompt la recherche sur le climat: la funeste prévision. C'est peut-être à cause de mon âge, mais j'ai déjà survécu à quelques apocalypses, le sida, la vache folle, le trou dans la couche d'ozone et le dépérissement des forêts, et je suis donc sceptique, voire allergique aux alarmes actuelles. Dans les années 80, adoptant ainsi la célèbre citation de Luther, Hoimar von Ditfurth recommandait à ce qu'on demande à la génération *No-future* de planter un pommier, car le monde allait bientôt disparaître. Outre le risque de guerre nucléaire, on a notamment invoqué le dépérissement des forêts ainsi que

* Matthias Burchardt, Dr. phil., enseigne la philosophie et la pédagogie à l'Université de Cologne. Ses domaines de recherche sont l'anthropologie, la théorie de l'éducation et la politique éducative. Il est directeur adjoint de la *Gesellschaft für Bildung und Wissen* (GBW), qui analyse de manière critique les réformes de l'enseignement à l'école et à l'université.

«Populisme climatique néolibéral»

suite de la page 8

le trou dans la couche d'ozone comme le symptôme de l'apocalypse écologique. J'étais convaincu qu'en l'an 2000, mes enfants ne pourraient plus voir d'arbres. Ma jeunesse s'est donc révélée déprimante, car on m'avait fait comprendre que face à une fin du monde sans aucune alternative, ma vie et mon engagement politique ne pouvaient être que complètement inutiles.

Cette année, un ami documentariste m'a raconté qu'à l'époque, dans les médias, les journalistes s'étaient concentrés sur les possibilités de manipulation d'images techniques pour visualiser la menace de la disparition des forêts, et ce en toute bonne foi, afin de secouer et faire réagir la population. Cette auto-moralisation du pouvoir d'opinion est-elle justifiée?

A l'heure actuelle, nous lisons et sommes également confrontés à des rapports bouleversants et des simulations informatiques qui, dans l'esprit même de *Walter Lippmann*, expert en propagande, doivent implanter dans l'esprit des gens des images intérieures reflétant un pseudo-environnement construit de toutes pièces, destiné à devenir le point de départ de leurs actions dans l'univers social. *Walter Ötsch* a démontré que le contrôle de ces images est un instrument essentiel du contrôle de l'être humain (cf. <https://www.nachdenkseiten.de/?p=45252>).

Peu importe la justesse des prévisions, et si les pronostics étaient ou sont corrects. Personne ne tient les voyants pour responsables de leurs erreurs, car rien n'est plus ancien que le journal d'hier et rien n'est plus vrai qu'une belle parole. En 1974, par exemple, *Der Spiegel* provoqua la panique en prophétisant une nouvelle ère glaciaire, et en 2007 «Die Welt» anticipa qu'il n'y aurait plus de glace au pôle Nord dès 2013 (cf. <https://www.spiegel.de/spiegel/print/d-41667249.html>; <https://www.welt.de/wissenschaft/article1456952/Nordpol-bereits-in-fuenf-Jahren-eisfrei.html>).

Est-ce que ce ne sont pas les alarmistes eux-mêmes qui sèment le doute sur le changement climatique? On pourrait répondre à cela de manière pragmatique: la fin justifie les moyens. Si on veut éviter la fin du monde, il ne faut pas être trop prude avec la vérité. La question de savoir s'il est particulièrement souhaitable de pérenniser un monde où le mensonge est érigé en principe structurel politique, là, on est dans un tout autre registre. On peut douter que la dramatisation à outrance et l'alarmisme soient réellement utiles à l'environnement et aux êtres humains. Répandre la peur est une sorte de pollution de l'environnement psychique rendant les hommes malades. Peut-être est-ce précisément l'effet désiré par ceux qui veulent profiter de l'hystérie climatique.

Les prédictions faites à froid sont toujours, dans l'ensemble, une affaire spéculative: plus ses prévisions se projettent dans l'avenir, plus la météo est approximative. Dans quelle mesure les prévisions climatiques peuvent-elles être fiables, si dans leur ensemble, elles sont basées sur des modèles obligatoirement oblitérés de taches aveugles? Cette question rhétorique n'est d'ailleurs pas un argument à l'encontre de la recherche sur le climat, mais seulement une objection à son utilisation stratégique et choquante dans le discours politico-médiatique sur le climat. Tout climatologue confirmera immédiatement le pouvoir limité de ses modèles en matière de témoignage et de pronostic: tout pourrait se développer de manière complètement différente.

C'est d'ailleurs ce qui est écrit en petits caractères dans le rapport d'évaluation du *GIEC*, un think tank des *Nations Unies*, qui, sous le nom impressionnant de «Conseil mondial pour le climat» est vu dans les médias comme la toute dernière instance intellectuelle du régime climatique mondial:

«In climate research and modelling, we should recognise that we are dealing with a coupled non-linear chaotic system, and therefore that the long-term prediction of future climate states is not possible». [Dans la recherche et la modélisation du climat, nous devons reconnaître que nous avons affaire à un système chaotique couplé et non linéaire et que la prédiction à long terme des états climatiques futurs est donc impossible] («Climate Change 2001» p. 774. Source: https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/03/WGI_TAR_full_report.pdf)

«Est-ce que ce ne sont pas les alarmistes eux-mêmes qui sèment le doute sur le changement climatique? On pourrait répondre à cela de manière pragmatique: la fin justifie les moyens. Si on veut éviter la fin du monde, il ne faut pas être trop prude avec la vérité. La question de savoir s'il est particulièrement souhaitable de pérenniser un monde où le mensonge est érigé en principe structurel politique, là, on est dans un tout autre registre. On peut douter que la dramatisation à outrance et l'alarmisme soient réellement utiles à l'environnement et aux êtres humains. Répandre la peur est une sorte de pollution de l'environnement psychique rendant les hommes malades. Peut-être est-ce précisément l'effet désiré par ceux qui veulent profiter de l'hystérie climatique.»

Dans la dramatisation d'une prédiction d'apocalypse mondiale, le discours sur le climat se trouve quoiqu'il en soit en concurrence avec le 11 septembre 2001, le grand choc utilisé dans le but de restreindre les droits civils et de servir de prétexte à la guerre. Les scénarios menaçants qui se sont enflammés dans nos âmes sous forme d'images internes stressent notre cerveau reptilien et nous rendent ainsi irresponsables et aptes à la manipulation. Par conséquent, nous devons nous méfier de tout discours qui veut nous imposer des contraintes de temps et qui suscite la peur. Il s'agit souvent d'une technique de manipulation éprouvée, pratiquée dans des entreprises et des organismes publics, pour faire avancer le «*change management*». Ainsi, on ne veut non seulement modifier les conditions extérieures, mais aussi les attitudes et les caractéristiques de personnalité des collaboratrices concernées. Ces processus de changement ne font toutefois pas appel à la compréhension raisonnable des personnes concernées, qui pourraient sinon présenter des contre-arguments ou des résistances justifiées. Au contraire, les psychotechniques visent à saper systématiquement la souveraineté des personnes. Choc, surmenage, impératifs paradoxaux, culpabilisation, démantèlement des groupes existants, irritations dues aux changements de l'environnement spatial, nouvelles habitudes linguistiques, etc. privent ainsi les gens de sécurité et de cette façon, les rendent contrôlables. Il s'agit de techniques sociales de domination sophistiquées, étant bien entendu également utilisées pour manipuler l'opinion publique politique (cf. <http://peira.org/wp-content/uploads/2013/10/swr2-wissen-20131006.pdf>).

Le discours sur le climat, une forme de populisme

Selon un scénario tout à fait plausible, il se pourrait que dans un proche avenir ce soient surtout les partis AfD et Les Verts qui remportent les voix, car à la différence des anciens partis populaires, ils s'approprient clairement un sujet et le défendent de manière agressive. Les représentants du premier de ces deux partis voient le monde d'un point de vue nationaliste-autoritaire et ceux de l'autre le considèrent dans une perspective mondialiste et éco-répressive. Toutefois, aucune de ces deux positions ne répond aux exigences d'une conception souveraine-démocratique de la politique, c'est-à-dire d'une conception de l'Etat, ayant des obligations (démocratique-

ment) uniquement envers ses seuls citoyens et non pas envers des ONG ou quelque structure transnationale ou transatlantique que ce soit, afin d'agir de manière souveraine sur le plan de la politique extérieure. Malgré toutes leurs différences dans le contenu et le concept, les deux camps présentent aussi certaines similitudes dans leurs modèles de communication mobilisateurs. Ici, on thématise la menace de perte d'identité culturelle ou ethnique, là, on invoque une apocalypse écologique. Les deux discours contiennent une certaine part de vérité, enflée cependant par la manipulation et la dramatisation des émotions, nourrissant des craintes et finissant par diviser la société par la radicalisation. Alors que chez les uns la préoccupation porte sur les «miens» et les «autres», les autres s'opposent contre les gros fumeurs, les automobilistes roulant au diesel, les sexistes, les carnivores et les pollueurs, contre les perdants de la mondialisation et les dépendants de l'aide sociale. Et donc les deux partis se ressemblent dans leur pensée en noir et blanc, dans leur schéma ami-ennemi et dans un modèle simpliste et monothématique d'explication du monde avec une grande force mobilisatrice. Mais en fin de compte, ils ne représentent probablement que de fausses alternatives au sein du régime néolibéral.

Quoi qu'il en soit, le discours sur le climat fait grimper les sondages en faveur des Verts et fait oublier que c'était ce parti, en la personne de *Joschka Fischer*, qui a fait plonger la République fédérale dans un conflit militaire pour la première fois depuis 1945 et a rendu possible la liquidation de l'Etat providence grâce aux réformes néolibérales de *Hartz*. Un parti qui, au niveau national, a mené une politique idéologique de l'éducation et de formation au détriment de la justice sociale et de la responsabilité envers la prochaine génération. Dans le purgatoire du discours sur le climat, les souvenirs de ces péchés politiques se désintègrent, tandis que sont forgées les armes nécessaires pour conquérir le pouvoir, délivrer le monde et, en tant que gouvernance du climat, rééduquer les populations.

Le discours sur le climat, un instrument de clivage

Le gouvernement de *Emmanuel Macron*, pour sa part, a utilisé le discours sur le climat pour faire passer l'agenda néolibéral en France. En même temps, on a dénigré les Gilets jaunes, vus comme des indésirables: «Ils ne représentent pas la France du XXI^e siècle que nous voulons.» (cf. [«La mise en accusation de la génération précédente est injuste et elle divise. Les parents des manifestants du vendredi se sont engagés en faveur de l'environnement dans leur jeunesse, ont été suffisamment stressés après 1989 par le coup d'Etat néolibéral à l'Est et à l'Ouest de la République allemande, ont dû par leurs propres moyens prendre soin de leur subsistance et permettre à leurs enfants d'avoir une enfance relativement facile, alors que les élites au pouvoir ont, dans le fond, encouragé la mondialisation et l'anxiété sociale, déclenché la guerre et le terrorisme, et altéré la démocratie, les systèmes de santé, l'éducation, l'Etat providence, l'Etat de droit et les droits civils. Ici les victimes deviennent des criminels afin que les véritables coupables de la misère sociale, politique et écologique restent dans l'ombre. L'énergie politique qui pourrait se retourner contre ceux qui sont vraiment les acteurs responsables est ainsi neutralisée d'emblée par le «divise et impera» \(diviser et régner\) qui a déjà fait ses preuves.»](https://www.neues-</p>
</div>
<div data-bbox=)

deutschland.de/artikel/1124783.g-gipfel-francafrique-a-la-macron.html). Les personnes descendues dans la rue sont «des gros fumeurs et des automobilistes utilisant le diesel». Si vous souhaitez vous faire votre propre idée de ces gens représentés comme des personnes dégénérées, vous devriez le faire ici (cf. <https://m.youtube.com/watch?v=cBiHxGxzIg>). Dans la vidéo, on ironise joyeusement sur la prétention moralisatrice des élites urbaines et mondialistes et sur la dégradation de la population.

Mais il n'y a pas que les élites et les non-privilegiés que l'on dresse les uns contre les autres, il y a aussi la ville contre la campagne, les jeunes contre les vieux, l'humanité actuelle contre l'humanité du futur. On voit naître en particulier une mise en accusation de la génération précédente, qui aurait causé ou du moins n'aurait pas empêché la catastrophe climatique, ce qui rappelle dans sa mise en scène médiatique un genre de croisade des enfants à l'apparence quasi religieuse. La question qui se pose alors est la suivante: n'est-on pas ici en train d'exploiter l'idéalisme politique d'une génération entière? Avec la perspective d'une frustration prévisible qui ôtera une fois pour toutes aux participants la motivation d'un engagement politique? Après sa présentation fort bien orchestrée à Davos, *Greta Thunberg* a par la suite été érigée en prophétesse par les médias.

La mise en accusation de la génération précédente est injuste et elle divise. Les parents des manifestants du vendredi se sont engagés en faveur de l'environnement dans leur jeunesse, ont été suffisamment stressés après 1989 par le coup d'Etat néolibéral à l'Est et à l'Ouest de la République allemande, ont dû par leurs propres moyens prendre soin de leur subsistance et permettre à leurs enfants d'avoir une enfance relativement facile, alors que les élites au pouvoir ont, dans le fond, encouragé la mondialisation et l'anxiété sociale, déclenché la guerre et le terrorisme, et altéré la démocratie, les systèmes de santé, l'éducation, l'Etat providence, l'Etat de droit et les droits civils. Ici les victimes deviennent des criminels afin que les véritables coupables de la misère sociale, politique et écologique restent dans l'ombre. L'énergie politique qui pourrait se retourner contre ceux qui sont vraiment les acteurs responsables est ainsi neutralisée d'emblée par le «divise et impera» (diviser et régner) qui a déjà fait ses preuves.

Le discours sur le climat, un antihumanisme

Dans le bouillon de culture originel du Mouvement vert, on trouve de nombreux éléments: mouvement pacifiste, mouvement anti-nucléaire, féminisme, groupes de défense de l'environnement et initiatives citoyennes ainsi que d'autres ingrédients peu appétissants, comme les militants pour la légalisation de la «pédosexualité» ou les adeptes l'écologie profonde et de la théorie de Gaïa. Dans ces derniers courants, l'homme apparaît comme le véritable problème écologique, comme un fauteur de troubles dont l'existence en soi endommage la Terre; on pourrait résumer tout cela par cette vieille blague:

Deux planètes se rencontrent, et l'une dit à l'autre: «Tu as mauvaise mine, es-tu malade?» Réponse: «Oui, j'ai l'homme.» «Oh ma pauvre! Mais ne t'inquiète pas, ça va passer!»

Selon les tenants radicaux de cette conviction, la solution à la crise écologique consisterait à éliminer l'homme, sinon totalement, du moins quantitativement ou qualitativement. La gestion des populations, comme la stérilisation, le contrôle des naissances, la spéculation sur les denrées alimentaires, est dirigée contre des groupes particuliers de personnes, les Africains, les Chinois, les pauvres, les handicapés, les gros fumeurs. La discussion entre *Christoph Butterwegge* et *Richard David Precht* sur un revenu de base inconditionnel à *PhilCologne* en est un exemple:

Precht: Pas de revenu de base pour les bébés, *Monsieur Butterwegge*, mais pour tous à partir de l'âge de 21 ans. [...]

Butterwegge: Et les allocations familiales? Les allocations familiales sont annulées?

Precht: Oui, bien sûr.

Butterwegge: OK, si les allocations familiales sont supprimées, alors celui qui a cinq enfants doit les nourrir avec 1500 euros, mais quelqu'un qui n'a pas

«Populisme climatique néolibéral»

suite de la page 9

d'enfants, lui, il peut dépenser son revenu de base autrement ?

Precht: Vous avez tout compris. Je ne veux pas que quelqu'un qui a 1500 euros de revenu de base et aucune perspective de carrière ait l'idée d'avoir cinq enfants.

Butterwegge: Ce n'est plus seulement néolibéral, c'est déjà socialement réactionnaire.

(Source: Philosophie Magazin, août/septembre 2018, p. 61)

Selon Butterwegge, chercheur sur la pauvreté, un concept sociopolitique tel que le revenu de base inconditionnel s'avère être un instrument de gestion biopolitique avec une connotation sociale darwinienne: la reproduction, s'il vous plaît, mais uniquement pour les gagnants!

A la base de ce raisonnement, il y a le malthusianisme, l'idée que la croissance démographique doit inévitablement conduire à la paupérisation des masses, en particulier parce que les personnes non éduquées ou non civilisées se reproduisent de manière particulièrement sauvage. Cette suggestion induit que la meilleure façon de lutter contre la pauvreté doit être de contrôler les naissances des perdants.

Dans le discours sur le climat, on trouve l'image de l'empreinte écologique [en allemand: ökologischer Fussabdruck, ndt.], utilisée dans le sens pédagogique comme illustration de l'utilisation des ressources par les hommes ou les nations. En même temps, cette idée de l'empreinte écologique crée toutefois l'image d'une situation de concurrence: des pieds, mais pas de place pour les poser. Cela peut conduire à douter de soi-même ou encore à des fantasmes d'extermination: puis-je au moins poser mes pieds sur la terre? Ne serait-il pas mieux qu'ailleurs, quelque part, quelques millions de personnes disparaissent afin qu'il y ait plus de place pour moi? Ne faudrait-il pas alors une autre guerre, une sorte de nettoyage, comme un peeling appliqué à la surface de la Terre?

La plus légère des empreintes est celle laissée par les créatures non-nées, non-existantes. C'est pourquoi l'antinatalisme, c'est-à-dire le rejet de la conception de la progéniture humaine en soi, est le bon élève du discours sur le climat (cf. <https://www.zeit.de/kultur/2018-04/antinatalismus-theophile-de-giraud-bevoelkerungswachstum-feminismus>). Ne pas avoir d'enfants offre non seulement de nombreuses libertés aux non-parents sans descendance, mais elle évite aussi à la planète l'empreinte de la prochaine génération.

Ce raisonnement, à première vue très plausible, souffre de sa propre cécité sociale à laquelle on peut rapidement remédier en considérant ceux qui propagent cette théorie avec passion (cf. <https://www.weforum.org/agenda/2018/09/africas-rapid-population-growth-puts-poverty-progress-at-risk-says-gates>).

Bill Gates a mis en garde en 2018 contre la croissance démographique en Afrique – au Forum économique mondial de Davos, un endroit où aucun d'entre nous, eût-il des velléités missionnaires, ne devrait jamais prendre la parole, mais Greta Thunberg, elle, l'a fait. C'est vraiment curieux.

Mais le fait qu'un des hommes les plus riches du monde s'engage avec sa fondation à réduire la population mondiale pourrait être un signe de philanthropie (amour de l'humanité) excessive ou la marque du cynisme antihumaniste d'un homme lui-même trois fois père de famille. En effet, si l'on transformait les milliards des dix plus riches de la liste Forbes en empreintes, il y aurait – avec un peu de modestie de la part de ces familles – à côté des petits Gates, encore un peu de place pour quelques petites filles indiennes, des jumeaux chinois ou des bébés africains.

Pour éviter tout malentendu, il est évident que les gens devraient se préoccuper de leur propre reproduction ou de la démographie de la société dans son ensemble, ne serait-ce que pour les enfants, pour le bien desquels nous nous battons aussi bien dans les sphères publiques que dans les lieux privés. Mais dans le contexte du discours sur le climat, certains déséquilibres sociaux se font jour lorsque les grands profiteurs du néolibéralisme choisissent précisément les plus

«Dans le discours sur le climat, on trouve l'image de l'empreinte écologique [en allemand: ökologischer Fussabdruck, ndt.], utilisée dans le sens pédagogique comme illustration de l'utilisation des ressources par les hommes ou les nations. En même temps, cette idée de l'empreinte écologique crée toutefois l'image d'une situation de concurrence: des pieds, mais pas de place pour les poser. Cela peut conduire à douter de soi-même ou encore à des fantasmes d'extermination: puis-je au moins poser mes pieds sur la terre? Ne serait-il pas mieux qu'ailleurs, quelque part, quelques millions de personnes disparaissent afin qu'il y ait plus de place pour moi? Ne faudrait-il pas alors une autre guerre, une sorte de nettoyage, comme un peeling appliqué à la surface de la Terre? La plus légère des empreintes est celle laissée par les créatures non-nées, non-existantes. C'est pourquoi l'antinatalisme, c'est-à-dire le rejet de la conception de la progéniture humaine en soi, est le bon élève du discours sur le climat»

démunis de l'univers pour leur imputer la responsabilité de la planète. L'antinatalisme, le darwinisme social et la sélection eugénique sont des dérives massives d'un antihumanisme qui ne légitime pas seulement des conditions inhumaines, mais pose également la question de l'élimination de l'être humain en soi. Ce qui amène d'ailleurs au paradoxe selon lequel le discours sur le climat devient d'une part l'avocat des générations futures encore à naître et, d'autre part, combat leur existence par l'antinatalisme.

Le discours sur le climat, un programme néolibéral de rééducation

Le néolibéralisme est bien plus qu'un modèle d'aménagement de l'espace économique. Il est totalitaire dans ses prétentions et influence tous les domaines de la vie des individus. Mais comme les gens préféreraient, de leur propre initiative et sur la base des épreuves historiques qu'ils ont traversées, un mode de vie différent, il faut reprogrammer ces individus conformément à la propagande.

Il faut un «nouvel homme», et le «vieux homme», avec ses habitudes et son échelle de valeurs, est identifié comme étant à la racine de tous les maux et reformaté de façon à ce que, comme dans l'esprit du gouvernement Macron, ne subsistent plus que les personnes incarnant la France du XXI^e siècle. Cependant, il s'agit là d'une violation du principe de la représentation démocratique mise sans dessus-dessous. Il est évident que l'élite politique n'est plus là pour servir la volonté des citoyens, mais qu'elle s'emploie à formater des individus correspondant à sa politique.

Dans les haut-parleurs du discours sur le climat, on entend souvent qu'il s'agit d'un «changement de mode de vie» (cf. <https://www.tagesschau.de/ausland/smile-fortfuture-101.html>). Il semble que ce soit nécessaire, car nous sommes encore beaucoup trop dépendants et nous n'apprécions pas suffisamment, par exemple, les bienfaits de la nature et les efforts des paysans et des agriculteurs.

Il faut bien sûr en parler. Mais ici aussi, la rhétorique politique trouve de l'aide dans le souvenir d'un passé récent. C'est d'une manière tout à fait inoffensive qu'on rabâche la formule: il faut se «serrer la ceinture», c'est-à-dire que pour le bien de tous, on exige

de l'individu son renoncement. Cela fait des décennies que nous nous serrons la ceinture, mais où est la récompense promise? Ou alors, serais-je responsable de la crise financière et bancaire parce que j'ai vécu «au-dessus de mes moyens»? Eh non, ce n'est pas moi! Mais hier encore, j'ai rencontré Bill Gates chez un bourelle. Il s'y était fait faire cinq nouveaux trous dans la ceinture, car il fallait à nouveau l'élargir.

Les crises économiques et écologiques sont donc une arme formidable dans la guerre des élites contre les populations. Ou comme le dit Warren Buffet: «There's class warfare, all right, but it's my class, the rich class, that's making war, and we're winning.» [C'est une lutte des classes, d'accord, mais c'est ma propre classe sociale, celle des riches, qui mène cette guerre et on est en train de la gagner] («New York Times» du 26/11/06). On déplace un problème politique – par exemple, la politique environnementale et la politique industrielle – de l'espace public démocratique vers l'espace privé par le biais du débat sur le climat. Pourtant, les véritables pollueurs et les vrais profiteurs des problèmes sociaux et écologiques restent invisibles et les problèmes demeurent sans solution, tandis que l'individu se heurte à la caisse de résonance de l'idéalisme ou de la mauvaise conscience, dans le but de sauver la planète.

Le discours sur le climat extériorise les divergences économiques du néolibéralisme déchaîné dans les biographies des personnes défavorisées qui, dans le courant de la mondialisation, de la modernisation et des migrations, se sont vues repoussées dans une zone d'insécurité. (cf. Hannes Hofbauer, «Kritik der Migration») La taxe carbone actuellement envisagée – que les services scientifiques du Bundestag jugent anti-constitutionnelle (cf. <https://www.welt.de/politik/deutschland/article198175347/Wirtschaftlicher-Dienst-CO2-Steuer-waere-verfassungswidrig.html>) – entraînerait des charges financières excessives pour les personnes à faibles revenus ou celles qui n'ont pas de revenus du tout. Pour les membres de la famille royale anglaise, il n'est par contre pas difficile de verser une obole écologique en compensation de leurs fréquents vols en jet privé.

Les personnes vivant en zone rurale, là où le néolibéralisme et la mondialisation ont restreint les infrastructures, les transports publics locaux, l'emploi, l'approvisionnement ainsi que l'intégration culturelle, doivent eux faire la navette vers leur lieu de travail avec leur véhicule personnel.

La menace de fermeture d'hôpitaux par Bertelsmann augmente la pression de la mobilité à forte intensité de CO₂ sur les personnes dans certaines régions (cf. <https://www.die-linke.de/partei/struktur/zusammenschlusse/bag-gesundheit-und-soziales/erklarungen-und-stellungnahmen/detail/news/bertelsmann-plant-krankenhaus-landschaft/>). Aussi longtemps qu'il n'y aura pas d'alternative possible, la vie des gens ne sera pas plus respectueuse du climat, mais s'ils veulent continuer à participer à la vie sociale, elle deviendra simplement plus chère.

Le discours sur le climat évoque une stratégie néolibérale que l'on nomme «réactivité» en sociologie: c'est-à-dire que les gens sont déclarés responsables de choses ayant été produites ailleurs de façon systémique et structurelle, sans qu'on leur donne le pouvoir politique d'opérer un changement réel, ni même qu'on leur mette dans les mains le moindre moyen d'accomplir ces tâches. Le statut des aides-soignantes en est un bon exemple: on financiarise le système de santé publique, en reportant la responsabilité sur les aides-soignantes par ailleurs surexploitées. De plus ils et elles doivent puiser dans cette insuffisance un minimum d'humanité envers les personnes dépendantes. Ceux qui entrent dans cette profession le faisant par empathie et idéalisme, il s'ensuit que les carences artificiellement induites entraînent souvent une forme d'auto-exploitation du personnel hospitalier. Le champ de force de la «réactivité» extirpe des employés leurs dernières ressources: c'est cela le *Humanfracking*, la déconstruction de l'être humain.

De même, les appels lancés aux «consommateurs» de ne pas acheter de produits polluants au plan écologique ou social. Comme si un bénéficiaire de *Hartz IV* était responsable des mauvaises conditions de travail des couturières dans les pays à bas salaires, parce qu'il n'achète pas d'éco-textiles du Westwald. Tout le monde ne peut pas se permettre financièrement de s'approvisionner exclusivement avec des produits provenant de magasins bios. Transformer les questions politiques à des questions de consommation est une insulte à la liberté politique du citoyen, qui est quand même bien plus et bien différent d'un *Homo economicus*.

Transférer le débat sur le climat le problème sociétal des perturbations écologiques vers la mauvaise conscience, le porte-monnaie et un comportement du renoncement individuel relève du cynisme tant que les causes réelles ne sont ni clarifiées, ni révélées, ni même politiquement abordées.

Perspective

Cet article a été consacré à la traque des éléments toxiques dans le discours sur le climat, mais il n'a en aucun cas tenté de justifier l'indifférence en matière écologique. Il vise bien plutôt une décontamination politique de ce discours, une désintoxication.

On a identifié des composantes embarrassantes: la spoliation du discernement politique, la stratégie de choc, le populisme, la division, l'antihumanisme et la rééducation programmée. L'interaction de ces éléments crée un puissant levier de pouvoir pouvant ouvrir la voie à une dictature climatique aussi pernicieuse que totalitaire. Le fait qu'il est possible et nécessaire de traiter l'homme et la nature avec davantage de ménagement devrait être apparu comme un noyau de vérité, indépendamment de cette discussion empoisonnée...

Et voici donc le mot d'ordre en la matière: créer et conserver des moyens de subsistance pour tous! Mais sans stratégies de choc apocalyptiques, sans expertocratie ni prophétesses, sans scission et sans populisme, sans agenda eugénique ou social-darwinien, sans écologisme orwellien et sans programmes de rééducation. La supposée bonne cause ne justifie pas tous les moyens. Il faut des discussions ouvertes, des controverses scientifiques et aussi du respect pour l'expérience des personnes compétentes n'ayant pas le statut d'expert.

Publié en 2007: «Le parfum d'Adam» par Jean-Christophe Rufin

«Pologne, printemps 2005: Juliette, activiste d'un groupe de protection de l'environnement, libère des animaux d'un laboratoire expérimental. Mais cette action prétendument inoffensive a sa place au cœur d'un complot. Une organisation environnementale fanatique poursuit un plan meurtrier. Un ancien agent de la CIA se lance à ses trousses. A présent, il ne reste plus qu'une centaine d'heures pour sauver la planète. Et Juliette doit choisir son camp. Jean-Christophe Rufin, lauréat du prix Goncourt et auteur de best-sellers, nous donne ici un thriller captivant, intelligent et polémique sur la façon dont la nostalgie du paradis perdu et la vie en harmonie avec la nature peuvent conduire à un fanatisme meurtrier.» (Extrait d'une critique littéraire. Le livre est paru en 2007, ISBN 978-2-07-034910-4)

Jean-Christophe Rufin
Le parfum d'Adam



Le sauvetage de l'alpage de Vorderdurnachtal – un exemple vivant de soutien et de solidarité en Suisse

par Werner Wüthrich, docteur ès sciences administratives

Le Durnachtal se trouve au pied du Hausstock, dans le sud du canton de Glaris. L'alpage du Vorderdurnachtal s'étend sur une superficie d'environ 256 hectares avec ses trois alpages Bergstafel, Längenstafel et Heustafel. Elle appartenait à la commune de Rüti. L'alpage se situe entre 1200 et 2450 mètres d'altitude, dans la plus ancienne réserve de chasse de Suisse, le Freiberg-Kärpf. Les visiteurs peuvent y observer de nombreux animaux sauvages. Le climat de la vallée de Durnachtal est rude, car le glacier le plus bas d'Europe est situé au fond de la vallée. La vue du Stafel supérieur est impressionnante – allant de l'Ortstock au Tödi.

Recul après une catastrophe naturelle

Rüti et son alpage dans le Durnachtal ont une histoire mouvementée. En 1944, ils ont fait la une des médias suisses. Le torrent de la vallée de Durnachtal a débordé de ses rives et, pendant une journée, a remplacé les événements guerriers pour faire les gros titres des médias suisses. Ce n'était pas une inondation ordinaire, car le Durnagel n'est pas un torrent de montagne ordinaire. Les habitants de Rüti le savaient.

Le 24 août 1944, un demi-million de mètres cubes de gravats s'écoulèrent dans la vallée après un grison, détruisant forêts, champs et prairies. L'eau inonda les salles des machines des usines textiles et les rez-de-chaussée des habitations de Rüti. Le tracé et les voies des CFF ainsi que la route cantonale furent emportés par les eaux sur une longueur d'une centaine de mètres. Un pont d'urgence fut construit sur des supports en bois, et la ligne de chemin de fer ne put être réutilisée qu'après plusieurs semaines. Un chroniqueur écrivit à l'époque: «Si toutes les alluvions que le torrent avait transportées dans la vallée en quelques heures étaient empilées sur la place de la Landsgemeinde (la plus grande place du canton de Glaris), il y aurait une montagne haute de 71 mètres».

Avec l'aide de la Confédération et du canton, les victimes ont constitué une société corporative. Au fil des années, cette société apprivoisa le Durnagel avec 81 ouvrages de protection. Le large lit du torrent, entrecoupé de rochers, donne encore aujourd'hui une idée de la violence avec laquelle les masses d'eau peuvent descendre à Rüti après un orage.

A l'époque, il était clair pour toute la Suisse que les régions de montagne, et en particulier les paysans de montagne, avaient besoin de soutien – et pas seulement de l'Etat. En 1941, un médecin zurichois, le Dr Paul Cattani a fondé le *Parrainage pour les communes de montagne* – afin de renforcer la solidarité de la Plaine avec les régions de montagne, et donc la cohésion de la Suisse. Ce fut un succès. Cattani commenta: «Beaucoup de liens durables ont été tissés dans une belle interaction de donner et de recevoir, d'aider et de comprendre, unissant ainsi toutes sortes de personnes en un peuple véritablement confédéral» (cf. *Courrier du Parrainage* 1/2006).

«Parrainage suisse pour communes de montagne»

Cette association a été fondée en 1941. Elle vise à promouvoir la solidarité et contribue à ce que nos régions de montagne restent habitables, bien gérées et soignées. Chaque année, l'organisation examine environ 500 demandes provenant de communes et corporations. Après avoir soigneusement analysé les projets, elle se met à la recherche de donateurs et les convainc de soutenir une communauté dans son projet. Une telle aide peut être une contribution financière unique ou des versements annuels récurrents. Souvent, ce soutien aboutit à des relations amicales et personnelles.



Catastrophes sur le plan économique

25 ans plus tard – dans les années 1960 – un nouveau malheur s'annonça à Rüti. Les usines textiles de Rüti et de nombreux autres endroits du canton et de la Suisse durent faire face à la concurrence venant de l'Extrême-Orient. La mondialisation au sens moderne du terme avait commencé. Certaines entreprises furent capables de résister pendant un certain temps. Mais la fin était inévitable. En 2002, l'une des dernières usines textiles du canton de Glaris fut fermée à Rüti. Les jeunes quittèrent leur pays. Avec plus que 400 habitants, les impôts demeuraient insuffisants. Sur les alpages de la Commune, les bâtiments et les installations devaient être rénovés d'urgence. Le téléphérique pour le transport du matériel avait besoin d'une révision. Rüti dut inévitablement s'endetter et fut placé sous la surveillance du canton. Le conseiller d'Etat responsable [membre de l'exécutif cantonal, ndt.] exigea alors que Rüti vende ses alpages communaux – entre autres pour économiser les coûts des investissements nécessaires. Dans le village, cette proposition fut très mal reçue.

Tournant au sein de la politique fédérale

En même temps, l'environnement politique de la politique fédérale changea. Voici quelques points concernant les régions de montagne et l'économie alpine:

Le Conseil fédéral poursuivait l'objectif stratégique de l'adhésion à l'Union européenne. Des experts rédigèrent un rapport sur la *Nouvelle politique régionale* (NPR). Ils recommandèrent de restructurer la Suisse, car morcelée en trop petites unités. Des unités plus grandes faciliteraient l'intégration de la Suisse dans l'UE. On proposa de fusionner les petites communes, et de regrouper les cantons en cinq ou six régions. Les zones périphériques à «potentiel économique limité» devaient être vidées ou abandonnées, car les coûts d'infrastructure étaient trop élevés (cf. Rapport final de la NPR du 6 février 2003 sous la direction du *Secrétariat d'Etat à*

l'Economie SECO). Dans les médias, des régions telles que la vallée de Calanca aux Grisons et la vallée du Muothatal en Suisse centrale furent citées comme candidates pour une telle politique.

Conformément à cette nouvelle tendance, un article sur le sud du canton de Glaris fut publié le 6 février 2005 dans la *NZZ am Sonntag* avec une tendance très négative. «Im Jammertal» [«Dans la vallée des jérémiades»] était le titre. L'auteur y décrivit le déclin de l'arrière-pays glaronnais. Le pessimisme y serait très répandu. A Rüti, il n'y aurait plus qu'un coiffeur, quelques paysans, un restaurant et un garage. «C'est une sorte d'ambiance apocalyptique». – Le sud du canton de Glaris se transformerait-il en une région à «potentiel économique limité» qu'il faudra peut-être «vider», se demandèrent inévitablement les lecteurs?

La Confédération abolit le *Fonds d'aide à l'investissement pour les communes de montagne* qu'il avait créé dans les années 1970. Depuis plus de 30 ans, ce fonds avait aidé les communes de montagne à faire face à leurs tâches d'infrastructure, grâce à des prêts à long terme sans intérêt, mais remboursables. Cela ne devait pas rester ainsi. Avec l'argent du Fonds d'aide à l'investissement, la Confédération créa un nouveau fonds bien différent: le *Fonds de développement régional*. Il s'oriente au *Fonds européen de développement régional de l'UE* et promeut des projets et des programmes innovants dans les zones rurales, pouvant également traverser les frontières nationales. Le canton de Schaffhouse, par exemple, reçoit actuellement de la Confédération chaque année une contribution de fonctionnement de 650 000 francs suisses pour son parc naturel, comprenant deux communes du sud de l'Allemagne. Il dispose de sa propre administration et demeure supervisé par une Haute Ecole spécialisée. Le problème est que cet argent provient du Fonds d'aide à l'investissement pour les communes de montagne, et qu'il fait défaut aux communes de montagne qui en auraient un urgent

besoin. Le riche canton de Schaffhouse a-t-il vraiment besoin de cet argent? Il existe déjà de nombreux parcs naturels en Suisse.

L'agriculture a subi une pression générale au cours de la première décennie du nouveau millénaire. Les négociations à l'OMC (cycle de Doha) et l'accord de libre-échange avec l'UE que le Conseil fédéral s'efforce d'obtenir, devraient réduire encore davantage la protection à la frontière de l'agriculture. Dans sa politique agricole *PA 2010*, le Conseil fédéral a en outre proposé de réduire de moitié les subsides pour la production de fromage pour l'agriculture alpine. Cela aurait rendu beaucoup plus difficile la préservation et l'exploitation des alpages.

Un nouvel esprit optimiste dans le sud du Canton de Glaris

Vint alors l'heure de *Heiri Hösli*, un agriculteur de montagne dans les Ennetberge. Il connaît bien l'alpage de Vorderdurnachtal, car il y a passé de nombreux étés avec son père. Il a commencé à écrire des lettres de lecteur en 2002 et les a envoyées au journal régional *Fridolin*, à d'autres journaux régionaux, à la «*Neue Zürcher Zeitung*», à la *Schweizer Familie* et à *l'Illustré*. Parfois, il y ajoutait un article.

Heiri Hösli attira l'attention dans toute la Suisse – même de l'auteur de ces lignes. Le soussigné se rendit dans la haute vallée des *Ennetberge*, à 500 mètres au-dessus de la vallée principale de Glaris, après avoir grimpé en voiture par de nombreux virages en épingle à travers la forêt de montagne. Le paysage très soigné ressemblait à un parc en plaine. Comme lieu du rendez-vous, on lui avait indiqué: «Arrivé au ruisseau, tournez à gauche». Lors de notre dernière rencontre, Heiri Hösli était convaincu: «Même si une région de montagne n'est plus rentable, il ne faut jamais l'abandonner». Il voulait lancer une campagne avec un compte postal afin de récolter des dons pour aider la commune de Rüti à sauver ses alpages. J'y participe, me suis-je dit spontanément à l'époque. Par la suite, il y eut plusieurs articles dans ce journal et une lettre adressée au «Pour-cent culturel» de la *Migros*, demandant s'ils ne souhaitaient pas également participer à cette campagne, car la protection des Alpes et de leur culture faisaient partie du patrimoine culturel suisse.

Quelques jours plus tard, une lettre de *Rolf Widmer*, membre du gouvernement du canton de Glaris, se trouvait dans la boîte aux lettres. Il m'invitait à collaborer avec lui, expliquant qu'il était en train de rédiger les statuts d'une fondation avec son collègue *Stefan Müller*, alors procureur général du canton de Glaris. Des dons privés d'un montant compris entre 100 et 10 000 francs suisses arrivèrent. Plusieurs communes du plateau suisse y contribuèrent. Bientôt, l'argent récolté suffit pour acheter l'alpage Bodmen pour 120 000 francs et de l'intégrer dans la fondation. Il a fallu un peu plus de temps pour récolter les 350 000 francs pour l'alpage Vorderdurnachtal. Mais il ne s'agissait pas seulement du prix d'achat. Des investissements urgents étaient à l'ordre du jour: l'écurie, les installations et l'ensemble de l'infrastructure pour la production de fromage devaient être rénovés. Finalement, une fière somme d'environ 700 000 francs fut réunie. Environ un tiers étaient des dons de particuliers. Le Parrainage pour les régions de montagne y apporta une contribution importante. Des communes des cantons de Zurich et de Zoug y contribuèrent également. *Mathias Vögeli*, le maire de Rüti était le coordinateur responsable.

Cérémonie d'inauguration impressionnante

En 2006, la Fondation invita les donateurs à une cérémonie d'inauguration sur l'alpage. Plus de 200 personnes acceptèrent l'invitation. La plupart d'entre eux étaient curieux de faire connaissance du sentier escarpé menant à l'alpage – pour voir par eux-mêmes ce pour quoi ils s'étaient engagés. Ils étaient tous là: Heiri Hösli, le paysan de montagne,



«Le sauvetage de l'alpage ...»

suite de la page 11

le conseiller d'Etat Rolf Widmer, le procureur Stefan Müller, le président de la commune Mathias Vögeli, la greffière de la Commune Heidi Seibert et bien d'autres encore. Les femmes de la Société de gymnastique du Troisième âge et les paysannes servirent un délicieux repas de midi – avec une excellente spécialité nommée «Glarner Netzbraten».

Après le café, le président de la commune Mathias Vögeli a emmené toute la communauté dans un voyage passionnant à travers l'histoire du village: les habitants du sud du canton de Glaris étaient très pauvres – jusqu'au XIX^e siècle, a-t-il expliqué. De nombreuses personnes ont émigré en Amérique du Nord: des endroits comme New Glarus aux Etats-Unis, témoignent aujourd'hui encore de l'origine de leurs colons du XIX^e siècle. Les seules sources de revenus de la commune de Rütli étaient les alpages et la forêt communale. Jusqu'au début du XX^e siècle, les revenus étaient suffisamment élevés pour ne pas avoir à demander d'impôts. Une nouvelle vie commença avec l'industrialisation. De grandes usines textiles avec plusieurs centaines d'emplois furent construites, vendant leurs produits dans le monde entier. Rütli s'enrichit et comptait plus de 800 habitants dans ses meilleurs jours. Pendant l'industrialisation, de nombreuses vaches étaient élevées dans la vallée pour nourrir la population. Le tournant s'est produit à la fin du boom des années 1970. Le président de la commune de l'époque, M. Schindler, eut déjà une prémonition lors de l'Assemblée générale des habitants de 1967. Il n'avait pas un bon pressentiment pour l'avenir. L'industrie textile s'effondrait dans toute la Suisse. En Europe de l'Est, en Inde ou en Chine, on pouvait alors fabriquer avec des machines textiles suisses, les mêmes produits qu'à Rütli, mais à bien moindre coût. A la fin des années 1980, il devint urgent de rénover à Rütli le réseau des eaux usées, les conduites d'eau et certains bâtiments de l'alpage Vorderdurnachtal. D'autres investissements étaient également nécessaires. Ce fut l'époque des dettes. La reprise espérée ne se concrétisa pas. En 2002, l'une des dernières usines textiles du canton de Glaris cessa ses activités. Rütli ne comptait plus que 400 habitants et cessa d'être un site industriel. Que faire? – Le Grand Conseil de Glaris de l'époque crisa encore davantage l'atmosphère déjà tendue. Il ordonna à la commune de vendre ses deux alpages, non seulement pour rembourser les dettes avec le petit produit de la vente, mais aussi pour économiser les coûts des investissements nécessaires. – Une très mauvaise recette, a déclaré Mathias Vögeli en citant Bertolt Brecht: «Celui qui se bat peut perdre; celui qui ne se bat pas a déjà perdu».

Werner Blumer a décrit le soutien apporté par le «Parrainage suisse pour communes de montagne» – avant même la création de la fondation. Lorsque le pont et la source de Rütli ont dû être renouvelés, le «Parrainage» a aidé. Lorsqu'il a fallu réparer le toit du bâtiment scolaire, rénover la cour de récréation des enfants, remplacer le tracteur forestier – le «Parrainage» a aidé. Il a également apporté



L'alpage Vorderdurnachtal. (photo www.durnachtal.ch)

une contribution importante à la Fondation Alp Vorderdurnachtal.

Luigi Schöb, maire de Buchs dans le Furtal (ZH), a parlé en tant que représentant des communes. Buchs a maintenu un parrainage indépendant avec Rütli pendant plus de 20 ans. Il ne s'agit pas seulement d'argent. M. Schöb a décrit comment les deux Conseils communaux ont collaboré, se sont rendus visite, ont réfléchi ensemble, ont appris l'un de l'autre et se soutiennent mutuellement en cas de besoin. Cette fois encore, M. Schöb en tant que parrain a apporté un chèque provenant du Plateau. Il a parlé d'une réunion en 2000. M. Vögeli était très inquiet de perdre les deux alpages communaux. Alors déjà, un ressentait la volonté en lui de remédier par tous les moyens au malheur imminent. Rütli avait également obtenu un soutien considérable d'autres communes zurichoises telles Zumikon, Zollikon et Rüschiikon, ainsi que des deux communes zougaises Hüenenberg et Baar.

Un petit épisode sera ajouté ici. Werner Blumer («Parrainage») se montrait sceptique quant aux projets de fusion des nombreuses petites communes du canton de Glaris en trois grandes communes. De choses pareilles s'étaient également produites dans le canton du Tessin, a-t-il expliqué. Des vallées entières avec de nombreux villages avaient ainsi été regroupées en une seule commune. Ainsi, le Parrainage avait perdu les contacts personnels d'avant, parce que les personnes de contact faisaient défaut sur place. Le conseiller d'Etat Rolf Widmer, attrapa la balle en vol et la remis à Mathias Vögeli en lui disant qu'il n'avait qu'à devenir lui-même le «président municipal» de Glaris Sud avec ses 12 000 habitants. Ainsi, il pourrait veiller à ce que les contacts personnels soient maintenus. C'est exactement ce qui se passa.

Camp d'apprentis dans le Durnachtal

Les travaux de construction ne s'arrêtent pas – et l'aide arrive toujours et encore du Plateau.

Au cours de l'hiver à avalanches de 1999, la Migros de la ville de Zurich avait déjà envoyé ses apprentis pour remettre en ordre les lieux (travaux particulièrement intenses dans la vallée sauvage Durnachtal). Le 15 octobre 2012, douze apprentis de l'entreprise de construction Josef Wiederkehr sont montés à bord de leurs minibus de l'entreprise à Dietikon pour se rendre au canton de Glaris. Il pleuvait, il faisait froid et il y avait même de la neige. Au début, il n'y avait pas de prise pour charger le téléphone portable. La morale était donc en baisse. Mais cela a changé rapidement. Le temps s'est amélioré et les futurs professionnels du bâtiment ont commencé à travailler sous la direction d'un contremaître expérimenté. Ils ont renouvelé le crépi dans la cave à fromage, bétonné une dalle solide dans la zone d'entrée, installé un système de triages des eaux, dirigé les eaux usées dans le trou à lisier et l'eau propre dans le ruisseau, etc.

Vanja, Ilaria et Shkurta, les trois jeunes femmes de l'équipe, ont fait en sorte que personne n'ait à souffrir de la faim et de la soif et que les futurs artisans du bâtiment aient tout ce qu'il leur fallait le soir. Elles-mêmes, apprenties à l'école de commerce, formaient l'équipe de rédaction documentant toute la semaine pour le journal des apprentis. Le dernier jour, le patron, M. Wiederkehr, est venu leur rendre visite. Il était fier de sa troupe. Elle avait fourni des travaux de construction d'une valeur de plus de 50 000 francs. Après une semaine, tout le monde est rentré à la maison avec le sentiment d'avoir vécu quelque chose d'exceptionnel et de précieux pour la communauté et pour la Suisse.

Perspectives

Aujourd'hui l'alpage est en bon état. En août 2019, M. Vögeli, le président de la Fondation, y a invité une nouvelle fois les donateurs à une rencontre sur l'alpage – à l'occasion de la kermesse alpine ayant lieu chaque année. La fondation souhaite maintenir le contact

avec les donateurs et les informer sur le projet commun. Un groupe de personnes attendait dans la vallée, près de Rütli. Il faisait froid et il pleuvait, de sorte que personne n'avait vraiment envie de grimper les 500 mètres d'altitude pour atteindre l'alpage. Pas de problème – les pompiers de Glaris Sud les y ont amenés avec leurs voitures tout-terrain.

L'alpage de la Vorderdurnachtal est actuellement bien plus moderne que lors de la création de la fondation. Des panneaux solaires et une écurie moderne en font partie. Le couple Rebekka et Martin Zimmermann gèrent l'alpage depuis onze ans. Martin est responsable de l'espace extérieur, des vaches et de l'étable, Rebekka de la production du fromage.

Dans certains endroits, les alpages éloignés ne sont plus utilisés depuis plusieurs années. Un alpage ne peut pas subsister uniquement avec les rentrées financières de la vente de fromage ou de lait. Les frais d'entretien et d'infrastructure sont considérables. Pour nouer les deux bouts, il faut le soutien de la population et de l'Etat. Ce n'est pas seulement une question d'argent. L'alpage a surtout besoin de personnes auxquelles de tels projets tiennent à cœur et qui les soutiennent.

Que sont devenus les acteurs des premières années de la Fondation? Les citoyens ont toujours confirmé Rolf Widmer dans sa fonction de conseiller d'Etat et la Landsgemeinde l'a élu président. «Agir et ne pas se contenter de parler, c'est ainsi que nous allons de l'avant», est écrit sur sa page d'accueil. Lui-même, Mathias Vögeli, Heiri Hösli et les nombreux soutiens non cités ici, l'ont vraiment fait. Actuellement, Rolf Widmer est le doyen du Conseil d'Etat glaronnais.

Mathias Vögeli préside Glaris-Süd depuis dix ans et dirige avec brio cette grande commune avec ses nombreux villages, ensemble avec Heidi Seibert, l'ancienne greffière de la commune de Rütli. Heiri Hösli dirige et cultive sa petite exploitation située sur les Ennetberge.

Un cadeau de Noël: Horizons et débats

Chère lectrice, cher lecteur,

Avec un abonnement-cadeau vous pouvez permettre à d'autres personnes – parents, amis, connaissances – de lire *Horizons et débats*.


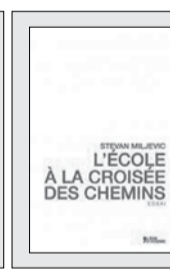





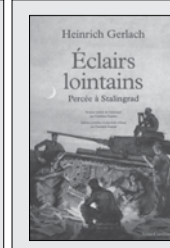
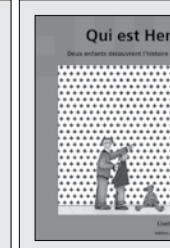
Un abonnement-cadeau pour une année à 168.– frs / 108.– euros ou pour six mois à 89.– frs / 58.– euros.

Prière de nous communiquer vos coordonnées (nom et adresse ainsi que le nom et l'adresse du bénéficiaire) pour l'envoi.

Votre commande est à adresser par courriel à hd@zeit-fragen.ch Par la poste à: Horizons et débats Case postale, CH-8044 Zurich.

Rédaction *Horizons et débats*

Choix de lectures et de cadeaux

 <p>Roland Hureauux <i>La France et l'OTAN en Syrie. Le grand fourvoiement.</i> (B. Giovanangeli 2019) ISBN 978-2-7587-0211-5</p>	 <p>Stevan Miljevic <i>L'école à la croisée des chemins</i> (L'Age d'Homme 2019) ISBN 978-2-8251-4764-1</p>	 <p>Anne Lucken <i>Que la Suisse demeure. Plaidoyer pour la Suisse et autres considérations sur les frontières, la libre circulation, la France et les frontaliers.</i> (Nouvelle Lune 2018) ISBN 978-2-9701-2850-2</p>
 <p>Guy Mettan <i>Le continent perdu. Plaidoyer pour une Europe démocratique et souveraine.</i> (des Syrtes 2019) ISBN 978-2-9406-2814-8</p>	 <p>Jean-Philippe Chenux <i>Les cinq vies du «bon docteur Messerli»</i> (Favre 2019) ISBN 978-2-8289-1824-8</p>	 <p>Serge Nessi <i>Autrefois... l'humanitaire</i> (Slatkine 2019) ISBN 978-2-8321-0924-3</p>
 <p>Pierre Vermeren <i>La France qui décline. Les Gilets jaunes, une jacquerie du XXI^e siècle.</i> (Tallandier 2019) ISBN 979-1-0210-3936-0</p>	 <p>Heinrich Gerlach <i>Eclairs lointains. Percée à Stalingrad.</i> (Paris 2017) ISBN 978-2-8443-7851-5</p>	 <p>Lisette Bors <i>Qui est Henry Dunant? Deux enfants découvrent l'histoire d'Henry Dunant et de la Croix-Rouge.</i> (Zeit-Fragen 2010) ISBN 978-3-9092-3409-7</p>